

## **Reporting au Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant**

### **« Starter pack » pour les Programmes nationaux**

## Remerciements

Ce document a été préparé par Damon Barrett pour la Stratégie de soutien en faveur des droits de l'enfant, un programme dirigé par Jennifer Grant.

Nous tenons à transmettre nos plus sincères remerciements aux membres suivants du comité de la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant (CNUDE) : Lucy Smith (Norvège) et Jean Zermatten (Suisse) pour leur contribution à cet article et à Maja Andrijsevic-Boko du Secrétariat de la CNUDE, pour son aide.

Nous tenons également à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions, conseils et suggestions : Laura Theytaz Bergman du Groupe des ONG pour la Convention sur les droits de l'enfant, Carla Garnelas de Children's Rights Alliance England (CRAE), une alliance vouée aux droits des enfants, Clare Feinstein, consultante spécialisée dans la participation des enfants et Peter Dixon, consultant auprès de Child Rights Programming (Programmation dans le domaine des droits de l'enfant). Nous remercions également le personnel de Save the Children notamment : Louise King, Kevin Byrne, John Errington, Nayeem Wahra, Bharti Mepani, Duncan Trotter, Louisa Gosling, Julia Sherwood, Marcia Hanson, Gema Vicente, Selina Fairclough, Estefania Jover, Rachael Gibbons et Najia Ahmad.

### **Stratégie de soutien des droits de l'enfant**

Cette stratégie consiste à institutionnaliser l'engagement pris par Save the Children UK de travailler avec des acteurs externes à la mise en œuvre des droits de l'enfant dans le monde entier. Elle cherche à faire rendre des comptes aux porteurs de responsabilités, essentiellement les gouvernements et se concentre sur la mise en œuvre des droits de l'enfant dans le monde entier par le biais de mécanismes et structures nationales, régionales et internationales et en créant des espaces qui permettent aux enfants de défendre leurs propres droits. Il faut impérativement étudier des structures et mécanismes qui permettront de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant, pour tous les enfants et en permanence. Si nous parvenons à convaincre les gouvernements de reconnaître et d'appliquer les droits des enfants, nous pourrions réduire les niveaux globaux de vulnérabilité et empêcher que les enfants tombent dans certaines catégories à haut risque.

Nous soutiendrons les programmes nationaux pour plaider la cause de la mise en place de mécanismes et de structures en faveur des droits de l'enfant au niveau national, tels que les ombudsmans pour les enfants et/ou des institutions des droits de l'homme indépendantes et nous œuvrerons pour des réformes des dispositions législatives/constitutionnelles lorsqu'elles ne sont pas conformes à la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'enfant (CNUDE). Nous encouragerons également les programmes nationaux à utiliser des structures et mécanismes régionaux et internationaux déjà en place pour promouvoir et protéger les droits des enfants, notamment la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, la Convention européenne des Droits de l'homme, la charte sociale européenne, la convention interaméricaine sur les droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme et bien sûr la CNUDE.

### **Groupe des ONG pour la Convention sur les droits de l'enfant**

Le Groupe des ONG pour la Convention sur les droits de l'enfant existe depuis 1983, date du début de la rédaction de la Convention. Il prit alors le nom de groupe ad hoc informel pour la convention sur les droits de l'enfant et participa activement à la rédaction du document. Lorsque la Convention est entrée en vigueur en 1990, le Groupe prit le nom qu'on lui connaît actuellement et compte aujourd'hui 70 ONG au nombre de ses adhérents.

La mission du Groupe des ONG est de faciliter la promotion, l'application et le contrôle de la Convention sur les droits de l'enfant. L'une de ses tâches les plus importantes consiste à permettre aux ONG et aux coalitions de participer au processus de reporting au Comité des droits de l'enfant. Vous trouverez des détails sur le Groupe des ONG à la page 53.

Le Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant a publié « *Un guide pour les organisations non-gouvernementales établissant des rapports destinés au Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant* ». La 3<sup>ème</sup> édition se trouve sur le CD(10) et a beaucoup servi pour rédiger ce document, surtout en ce qui concerne le format et les procédures à suivre lors du processus de reporting.

## **Acronymes & Abréviations**

**CAT** – Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

**CEDAW** – Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

**CONG** – Coalition d'ONG

**CRAE** – Children's Rights Alliance England

**CDE/CNUDE** – Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant

**PDE** – Programmation basée sur les droits de l'enfant

**ASDE** – Analyse de la situation des droits de l'enfant

**DUDH** – Déclaration universelle des droits de l'homme

**ECOSOC** – Conseil économique et social

**GIM** – Contrôle de l'impact global

**ICCPR** – Pacte international relatif aux droits civils et politiques

**ICERD** – Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

**ICESCR** – Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

**ICPMW** – Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

**OHCHR** – Office du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme

**OIG** – Organisation intergouvernementale

**ONG** – Organisation non-gouvernementale

**ONGI** – Organisation non-gouvernementale internationale

**ONU** – Nations Unies

**OPAC** - Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

**OPCAT** – Protocole facultatif au CAT

**OPSC** - Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

**PPT** – Planification de programmes thématiques

**SCUK** – Save the Children UK

**SRSG** – Représentant spécial du Secrétaire général (des Nations-Unies)

## **Préambule**

### **Processus de reporting au Comité des droits de l'enfant : Un outil qui mérite qu'on s'y intéresse**

Le Comité des droits de l'enfant est l'organisme établi par la Convention sur les droits de l'enfant. Ses membres sont élus par des États parties pour contrôler les progrès réalisés par chaque État en rapport avec l'application des droits des enfants (art. 43 CNUDE). Autrement dit, c'est l'organisme de surveillance qui en plus de saluer les progrès réalisés, tente de comprendre comme les États envisagent leurs obligations vis-à-vis des enfants ; les mécanismes qu'ils ont mis en œuvre pour éviter toute déviation par rapport aux principes clés et assurer le respect des droits subjectifs prévus dans la CNUDE ; quels plans d'action ils ont élaboré dans le cadre de la politique nationale ; quelles ressources ils ont alloué aux ministères et agences participantes ; quelles promotion et formation ils fournissent sur les droits des enfants ; dans quelle mesure leurs organismes judiciaires et administratifs font référence à la CNUDE... En bref, le Comité est l'organisme qui supervise la mise en œuvre de cet instrument révolutionnaire, exceptionnel, holistique et universel qu'est la Convention sur les droits de l'enfant.

Cependant, comme chacun sait, le contrôle exercé par un organe de suivi des traités demeure une tâche difficile et délicate puisqu'elle se base principalement sur le rapport soumis par l'État partie via l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Bien que la plupart des rapports soient satisfaisants, il arrive parfois qu'ils soient remis en retard, qu'ils ne soient pas suffisamment détaillés ou qu'ils passent sous silence certaines questions exposées dans les directives d'établissement des rapports. Certaines délégations d'États parties éludent les questions des membres du Comité pendant les réunions, ce qui peut rendre l'examen difficile à effectuer. De plus, il ne faut pas oublier que le rapport de l'État partie est une auto-évaluation avec toutes les failles inhérentes à ce type d'informations.

Par conséquent, le Comité des droits de l'enfant a besoin d'autres informations fiables, objectives et soigneusement analysées, si possible, préparées suite à un dialogue entre institutions. À ce propos, le Comité des droits de l'enfant s'intéresse tout particulièrement aux liens établis avec les principales agences de la famille des Nations Unies, à savoir l'UNICEF, mais aussi avec un grand nombre d'ONG au niveau international, régional ou national. Les informations rassemblées par le biais de ces sources sont d'une importance capitale et permettent au Comité d'avoir une vision plus réaliste de la situation des enfants plutôt que de se fier uniquement aux rapports des États. Cela permet également d'aboutir à des recommandations pertinentes, précises et à jour.

Ce travail de reporting au Comité ne sert pas uniquement les intérêts de l'organe de contrôle. Nous pensons qu'il est également d'une grande utilité pour son auteur puisqu'il représente pour l'État une opportunité de faire le point sur son action, d'évaluer ses succès, ses échecs et ses faiblesses. Il représente de plus un outil de travail pour les ONG et les groupes d'ONG ou les coalitions nationales puisqu'il donne une indication de ce qui a été réalisé et de ce qu'il reste à faire. Il devrait constituer le fondement d'un plan d'action.

Les institutions et les personnes qui ont travaillé ensemble sur le processus de reporting ont beaucoup de chances : elles savent exactement où en sont les droits des enfants dans un pays donné. Ceci est essentiel pour orienter toute action et pour améliorer la situation des enfants sur le terrain. Save the Children est une des organisations avec lesquelles le Comité est heureux de collaborer. Ce document a été rédigé afin de garantir un engagement plus efficace dans le processus de reporting. Les personnes à l'origine du projet méritent donc nos remerciements pour avoir compris que le processus de reporting du Comité des droits de l'enfant ne doit pas rester un outil négligé mais qu'il est possible d'en tirer un avantage considérable.

**Jean Zermatten, Membre du Comité des droits de l'enfant**

## Sommaire

	Page
<i>Remerciements</i>	i
<i>Acronymes et Abréviations</i>	iii
<i>Préambule de Jean Zermatten, membre du comité de la CNUDE</i>	iv
Introduction : Le processus de reporting en tant que tremplin pour l'action	1
 <b>Première partie : De quoi s'agit-il ? La Convention, le Comité et le Processus de reporting</b>	
Save the Children et la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant	4
La Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant (CNUDE)	6
Le Comité des droits de l'enfant	10
Présentation générale du processus de reporting	12
Le cycle du reporting au Comité des droits de l'enfant	15
 <b>Deuxième partie : Pourquoi devrions-nous participer ? L'importance et les avantages de l'engagement</b>	
L'importance de l'engagement des ONG/de la société civile dans le processus	18
L'importance de la participation de Save the Children	19
Reporting en rapport avec la CNUDE et la programmation dans le domaine des droits de l'enfant	20
L'impact du processus de reporting sur les droits des enfants ... jusqu'ici !	21
Reporting en rapport avec la CNUDE et les cinq dimensions du changement (de GIM)	24
Étude de cas 1 : le Lesotho	25
 <b>Troisième partie : Comment pouvons-nous nous engager ? Conseils et suggestions sur la façon dont SCUK peut participer au processus de reporting</b>	
Contexte stratégique	27
Points forts et points faibles	29
Objectifs et activités spécifiques liés aux activités de suivi et de reporting des droits de l'enfant	31
Reporting dans le cadre de la CNUDE et le « Modèle pour l'impact »	34

Le rapport de l'État	35
Le rapport complémentaire/alternatif de l'ONG	36
Le groupe de travail présessionnel	40
La séance plénière	44
Calendrier type d'un processus de reporting	45
Étude de cas 2 : l'Angleterre	46
Participation des enfants	47
Plaidoyer	49
Travail dans le cadre d'une coalition	53
Étude de cas 3 : le Yémen	58
Financement	59
Contacts utiles et ressources en ligne	62
Glossaire de termes	64
Contenu du CD	66

## Introduction : Le processus de reporting en tant que tremplin pour l'action

La Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant (CNUDE) est le plus complet de tous les traités des Nations Unies portant sur les droits de la personne et aussi le plus fréquemment ratifié. Elle représente un cadre international pour la protection et la promotion des droits de l'enfant et sous-tend l'ensemble du travail de Save the Children ainsi que d'autres agences, donateurs et autres acteurs qui œuvrent pour l'amélioration de la vie et de l'avenir des enfants. Le 20 novembre 2007, la CNUDE fêtera son 18<sup>ème</sup> anniversaire. Et pourtant, alors que la CNUDE a fait son chemin et a été pratiquement ratifié dans le monde entier, les droits des enfants continuent à être violés partout dans le monde.

Le processus de reporting périodique au Comité des droits de l'enfant est le mécanisme international primordial qui permet de contrôler les obligations de l'État dans le cadre de la CNUDE et de mobiliser la société civile afin qu'elle exerce des pressions pour un changement. Il ne se résume pas à un rapport, à une communication ou à une participation à une réunion à Genève de temps à autre. Ce mécanisme représente un important tremplin pour agir et faire face aux déséquilibres entre les obligations de l'État sur le papier et la mise en œuvre sur le terrain. Le processus offre un cadre destiné entre autres à favoriser la prise de conscience et la mobilisation, à analyser la politique et la pratique nationales, à établir des liens et des activités de plaidoyer au niveau national et international, à développer les capacités des ONG locales, à contrôler les obligations de l'État et à faciliter la participation de l'enfant.

### Objectif de ce « starter pack »

In 2003, Daniela Baro, ancienne conseillère sur les droits des enfants pour Save the Children UK, a réalisé une étude approfondie portant sur l'engagement de huit programmes nationaux de Save the Children vis-à-vis du processus de reporting périodique. Son rapport « *A Tool for Change ? Reporting to the Committee on the Rights of the Child* » (Un outil pour changer les choses ? Activité de reporting au Comité des droits de l'enfant) présentait les nombreux avantages de l'engagement dans le processus de reporting ainsi que certains inconvénients et difficultés. Il soulignait également qu'il existe encore de grandes possibilités de renforcer le rôle de Save the Children.

Ce « Starter Pack » fait suite au rapport de Daniela Baro. Il est destiné au personnel qui participe aux programmes nationaux et son but est de faire une présentation sur le processus de reporting périodique et sur l'importance de la participation des ONG et de la société civile afin d'illustrer comment prendre appui sur le processus de reporting pour favoriser l'action. Il cherche de plus à donner quelques conseils et suggestions pratiques sur l'engagement dans le cycle de reporting.

Il n'a pas pour ambition de fournir une formule définitive sur l'engagement. Les conseils et suggestions proviennent entre autres de l'expérience du personnel de SCUK, du groupe des ONG pour la Convention sur les Droits de l'Enfant, le Comité des Droits de l'Enfant et d'autres sources. Chaque programme national doit formuler ses propres méthodes et approches en fonction de sa situation particulière.

Le dossier est divisé en trois sections et chacune débute par une page de sommaire détaillée :

**De quoi s'agit-il ?** – Fournit une introduction à la Convention, au Comité, au processus de reporting et aux obligations de l'État.



**Pourquoi devrions-nous participer ?** – Étudie les points forts et les points faibles du processus, l'importance de l'engagement pour les ONG et Save the Children et l'impact sur les droits de l'enfant

**Comment pouvons-nous nous engager ?** – Étudie les objectifs et les activités clés, fournit quelques conseils et suggestions pour diverses étapes de l'engagement et fournit quelques conseils sur la participation de l'enfant, les activités de plaidoyer ultérieures, les coalitions d'ONG et le financement.

### Ressources et références

Vous trouverez tout au long du texte en encart des sources de références et d'aide sous forme de documents, de boîtes à outils, de sites web etc.

Un CD est joint. Il contient des copies de tous les documents mentionnés ainsi que d'autres ressources utiles. Vous trouverez un sommaire du contenu du CD plus loin à la page 55.

**Nota :** Lorsque le CD est mentionné, le nombre entre parenthèses fait référence au dossier correspondant sur le CD où se trouve la ressource en question.



Kullwadee Sumnalop/Save the Children

Des enfants de 6ème de l'école Grogol dans le sud de Yogyakarta, en Indonésie. Leur école a été détruite par le tremblement de terre de 2006.

Vous pouvez obtenir documents, formation et assistance technique permanente auprès de Child Rights Supporting Strategy (Stratégie de soutien des droits des enfants). Pour plus d'informations veuillez contacter **Jennifer Grant, Porte-parole des droits des enfants** au +44 207 012 6777  
[j.grant@savethechildren.org.uk](mailto:j.grant@savethechildren.org.uk)

## Première partie : de quoi s'agit-il ?

### La Convention, le Comité et le processus de reporting

Cette section fait une présentation générale de la CNUDE et de concepts clés contenus dans la Convention. Elle présente le Comité et passe en revue les diverses étapes du processus de reporting.

#### Sommaire :

#### Save the Children et la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant

#### La Convention sur les Droits de l'Enfant

- Données clés
- Principes généraux
- Développement des capacités
- Détenteurs d'enjeux/Porteurs de responsabilité

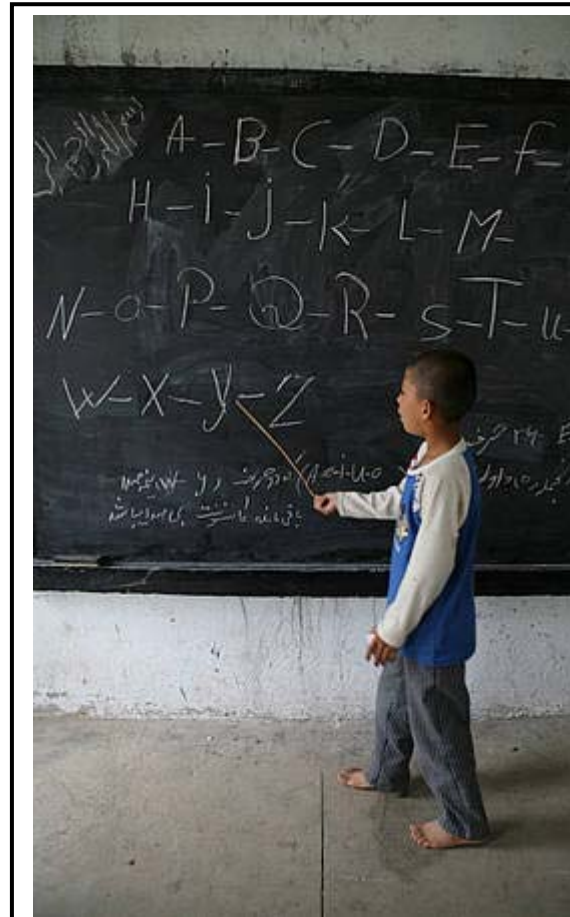
#### Le Comité des droits de l'enfant

- Composition
- Objectif et mission
- Le Comité dans le système des droits de l'homme des Nations Unies

#### Présentation générale du processus de reporting

- Présentation générale des différentes étapes
- Objectif et approche

#### Le cycle du reporting au Comité des droits de l'enfant



Jean Chung

Un jeune garçon lit l'alphabet pendant un cours d'anglais à l'école Nahre Balla, dans la plaine Shomali en Afghanistan

*« ... ce document lumineux vivant qui énonce les droits de chaque enfant sans exception à une vie de dignité et d'accomplissement de soi »*

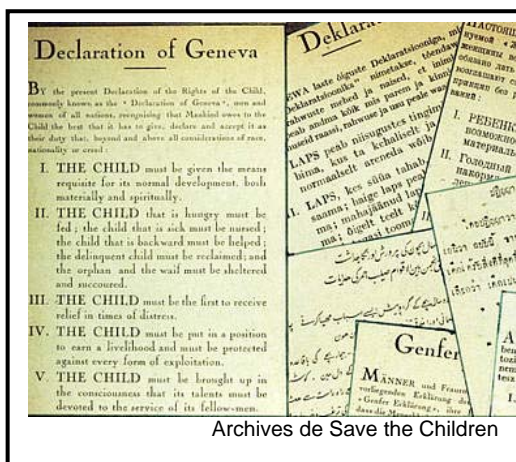
Nelson Mandela au sujet de la CNUDE en 2000

## Save the Children et la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant

L'organisation Save the Children fut fondée en 1919, en réponse aux conditions qui existaient en Europe immédiatement après la première guerre mondiale. Le lancement officiel du Fonds Save the Children a eu lieu en mai 1919 au Royal Albert Hall, à Londres, à l'initiative des sœurs Eglantyne Jebb et Dorothy Buxton qui commencèrent une collecte de fonds pour envoyer de l'argent aux enfants d'Europe vivant dans des régions dévastées par la guerre.



En 1923, convaincue que « (...) nous devrions exiger certains droits pour les enfants et œuvrer vers une reconnaissance générale de ces droits », Eglantyne Jebb rédigea sa Déclaration des droits de l'enfant qui proclame en cinq points les pratiques de base de la protection de l'enfance. Elle fut adoptée par l'International Save the Children Union (l'Union internationale de Save the Children) en 1923 et par la Ligue des Nations en 1924, soit 24 ans avant la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle fut ensuite connue sous le nom de Déclaration de Genève.



En 1946, après la seconde guerre mondiale, l'International Save the Children Union a été dissoute et remplacée par l'International Union for Child Welfare (IUCW) (Union internationale pour le bien-être des enfants). L'une de ses premières tâches a été de persuader les Nations Unies nouvellement créées, d'adopter la déclaration de Genève. En 1948, l'IUCW rédigea la Déclaration des droits de l'enfant de 1948 en ajoutant deux points à la déclaration de Genève portant sur les concepts de non-discrimination et de protection de la famille.

Plus de dix ans plus tard, en 1959, l'ONU adopta la 2<sup>ème</sup> Déclaration des droits de l'enfant. Elle contenait dix articles et avançait un certain nombre de concepts nouveaux comme l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit de se livrer au jeu et à des activités récréatives, le droit à un nom et à une identité et le droit à une éducation gratuite et obligatoire.

1979 était l'Année internationale de l'enfant de l'ONU. En 1978, le gouvernement polonais avait soumis une convention provisoire sur les droits de l'enfant à la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies dans l'espoir de la faire adopter pendant l'Année internationale de l'enfant. En 1979, un groupe de travail fut mis en place par la Commission pour étudier la question de la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'enfant.

Là encore, l'Alliance internationale Save the Children a participé à la rédaction d'un document international révolutionnaire pour les enfants, en tant que membre du groupe d'ONG ad-hoc pour la Convention sur les droits de l'enfant. Les ONG ont eu un impact

important sur la Convention et au moins 13 clauses de fond ont vu le jour en conséquence directe de leur intervention, notamment l'Art 39 sur la réadaptation et la réinsertion des enfants victimes d'exploitation et l'Art 24 sur les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé.

La Convention des Nations Unies sur les Droits de l'enfant a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale de l'ONU en 1989. C'est le traité le plus complet et le plus ratifié de tous les traités sur les droits de l'homme et il forme maintenant la base du travail de Save the Children dans le monde entier.

*Extraits du dossier de formation sur la CNUDE  
de l'Alliance internationale Save the Children*

## La Convention des Nations Unies sur les Droits de l'enfant (CNUDE)

### Données clés

- La rédaction de la CNUDE a pris dix ans. Save the Children a joué un rôle important dans le processus de rédaction du document.
- Elle a été adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale des Nations-Unies le 20 novembre 1989 et a été mise en application en un temps record le 2 septembre 1990 après avoir reçu les 20 ratifications requises.
- 193 pays ont maintenant ratifié la CNUDE (ou y ont adhéré), avec l'unique exception des États-Unis et de la Somalie. Aucun autre traité sur les droits de l'homme n'a été ratifié par un si grand nombre de pays.
- Cependant un grand nombre d'États ont ajouté certaines réserves et déclarations à certains articles, en particulier ceux qui ont trait aux droits civils et politiques (ou de « participation ») des enfants
- La CNUDE se démarque de manière importante de la vision traditionnelle de l'enfant dans le droit international. Les enfants ne sont pas considérés comme de simples bénéficiaires de la protection mais comme porteurs de droits et comme ayant un rôle essentiel à jouer dans la promotion et la protection de leurs propres droits
- C'est le traité des droits de l'homme le plus complet qui ait jamais été écrit
  - Il contient 54 articles qui garantissent plus de 40 droits fondamentaux aux enfants
  - Il couvre les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que certains aspects du droit humanitaire
  - Il établit un certain nombre de droits qui sont uniques dans le droit international et spécifiques aux enfants, notamment le droit de connaître ses parents et d'être guidé et élevé par eux (art. 7.1), le droit de voir leurs capacités naissantes prises en compte, le droit de voir leur intérêt supérieur considéré avant toutes choses dans toute décision qui peut les affecter, le droit de bénéficier des ressources maximums disponibles pour leur survie et leur développement et surtout, le droit d'être entendus dans toute décision les concernant. (art.12)
- La CNUDE a deux protocoles facultatifs qui ont tous deux été adoptés par l'Assemblée générale le 25 mai 2000.
  - Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC)
  - Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés
  - Les protocoles facultatifs viennent s'ajouter à la convention sur les droits de l'enfant et renforcer les droits de l'enfant dans leurs domaines spécifiques
  - Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 chaque protocole facultatif avait été ratifié par 110 États parties





## Les principes généraux

La CNUDE s'appuie sur quatre « Principes généraux » qui se renforcent mutuellement et qui ont été identifiés par le Comité des droits de l'enfant. Ces principes fournissent un cadre pour l'interprétation et l'application de tous les droits contenus dans le cadre de la CNUDE et doivent se refléter dans toutes les politiques et pratiques appropriées.

### **Non-discrimination (art. 2)**

La lutte contre la discrimination exige des changements dans la législation, l'allocation des ressources et l'éducation pour changer les attitudes. Cette obligation exige l'application de tous les droits énumérés dans la Convention à tous les enfants et en permanence. Cependant, les États doivent également identifier activement des enfants individuels et des groupes d'enfants qui pourraient exiger des mesures spéciales afin de bénéficier pleinement de tous leurs droits. Par exemple, les filles, les enfants qui souffrent de handicaps ou les enfants qui appartiennent à des groupes minoritaires et indigènes qui sont exclus du système éducatif.

### **L'intérêt supérieur de l'enfant (art.3.1)**

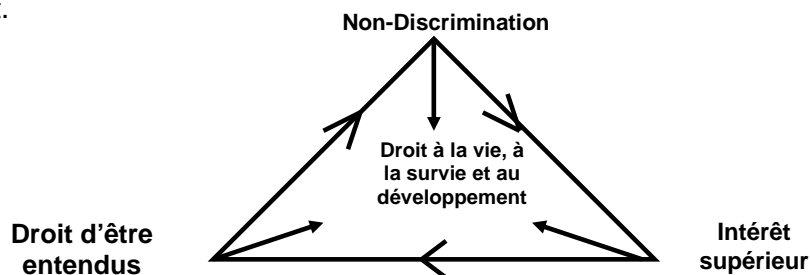
L'intérêt supérieur de l'enfant doit être une « considération primordiale » dans toutes les actions concernant les enfants. « Les institutions publiques ou privées de protection sociale, les tribunaux, les autorités administratives ou les organes législatifs » doivent appliquer le principe de l'intérêt supérieur en considérant comment les droits et les intérêts des enfants seront affectés par leurs actions, y compris celles qui les affectent indirectement.

### **Le droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6)**

Dans ses observations finales, le Comité a tendance à se concentrer sur le droit à la vie en rapport avec l'Art. 6 – par exemple, il a fait part de ses préoccupations en rapport avec les exécutions extrajudiciaires en Colombie en 2006 et les mines antipersonnel au Kirghizistan en 2004. Cependant, le Comité a également précisé que les États doivent interpréter le terme « développement » au sens le plus large possible et prendre en compte le développement physique, psychologique, émotionnel, social et spirituel de l'enfant. Par exemple, le droit de jouer (art. 31), d'avoir un niveau de vie adéquat (art. 27) et le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux (art. 7.1) sont tous essentiels au droit à la vie, à la survie et au développement.

### **Le droit d'être entendu (art.12)**

Il est nécessaire de demander l'avis des enfants sur des sujets qui les concernent et leurs opinions doivent être prises en considération comme il se doit. Ce droit exige des dispositions cohérentes et permanentes pour une participation sérieuse et efficace de l'enfant à l'application des droits garantis par la convention. Le point de vue des enfants doit être pris en compte, par exemple, dans les procédures judiciaires, les audiences de garde d'enfants, les écoles etc. Ils doivent également être consultés en rapport avec les politiques et la législation proposées qui les concernent.



### Développement des capacités de l'enfant

La reconnaissance du « développement des capacités de l'enfant » (art. 5) est également fondamentale pour comprendre les droits contenus dans la CNUDE. La CNUDE est le premier traité des droits de l'homme à reconnaître l'importance fondamentale du développement de la maturité de l'enfant. Dans son rapport « The Evolving Capacities of the Child » (le développement des capacités de l'enfant), Gerison Lansdown résume le développement des capacités de la façon suivante :

« *Le concept du développement des capacités est essentiel à l'équilibre présent dans la convention entre la nécessité de reconnaître les enfants en tant qu'agents actifs dans leur propre vie, qui ont le droit d'être écoutés, respectés et de bénéficier d'une autonomie croissante dans l'exercice de leurs droits, et leur droit à une protection en raison de leur immaturité et de leur jeunesse relatives* ». Le rapport complet se trouve sur le CD(1)

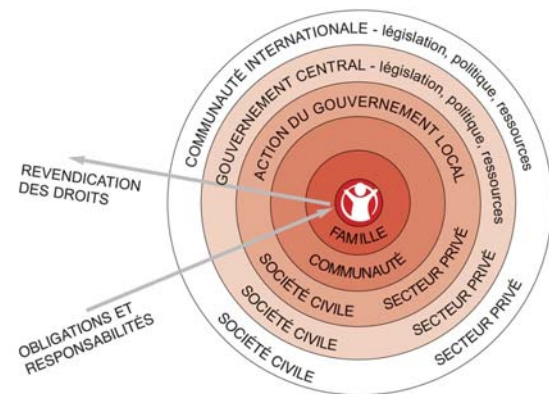
Bien qu'il ne s'agisse pas d'un « principe général » le développement des capacités est également présent dans toute la Convention. Le principe est spécifiquement mentionné à l'Art. 12 qui traite du droit d'être entendu ainsi que dans d'autres articles et il se rapproche également énormément d'un autre intérêt général qui est l'intérêt supérieur de l'enfant.

### Détenteurs d'enjeux/Porteurs de responsabilités

Le principal porteur de responsabilités dans n'importe quel traité sur les droits de l'homme est l'État. Il en est de même de la convention de la CNUDE. Chacun des articles de la Convention place une certaine forme d'obligation sur l'État et utilise des expressions comme « entreprendra de », « reconnaîtra », « s'assurera » etc. L'Art 4 explique les obligations générales des États et stipule qu'ils « *s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention* » (voir plus bas à la page 21)

Cependant, l'État n'est pas le seul porteur de responsabilités.

Les parents et autres personnes qui s'occupent des enfants, la société civile, le pouvoir judiciaire, les médias, les agences de l'ONU, les ONG locales et internationales et autres comptent tous au nombre de leurs responsabilités celle de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant. Cela peut être représenté dans le diagramme « des cercles d'influence » montré ici.



Extrait de « *Child Rights Programming: A Handbook for Save the Children Alliance Members* » (Programmation basée sur les droits des enfants. Un guide pour les membres de l'Alliance Internationale Save the Children) pg. 36.

L'Art 43 de la CNUDE expose le processus établi dans le cadre de la Convention pour évaluer l'application de la CNUDE. Il s'agit du processus de reporting périodique. C'est la principale opportunité de faire participer tous ces détenteurs d'enjeux dans un dialogue constructif et coopératif afin d'améliorer la situation des enfants dans chaque pays. Afin de gérer ce processus et de faire des recommandations, le Comité des droits de l'enfant a été établi à l'Art 43.1.

- Des copies de la Convention et des protocoles facultatifs, des listes des États ratificateurs et des réserves sont disponibles sur le CD (5) et en ligne à :  
 CNUDE <http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/k2crc.htm>  
 OPSC <http://www.ohchr.org/english/law/crc-sale.htm>  
 OPAC <http://www.ohchr.org/english/law/crc-conflict.htm>
- La Convention est disponible en ligne en 50 langues à :  
<http://www.unicef.org/magic/briefing/uncorc.html>
- Une version destinée aux enfants se trouve sur le CD (5) et en ligne à :  
[http://www.rcmp-grc.gc.ca/pdfs/NCD-poster\\_e.pdf](http://www.rcmp-grc.gc.ca/pdfs/NCD-poster_e.pdf)
- Vous trouverez d'autres références sur les Principes généraux et le développement des capacités sur le CD(1). Voir en particulier "*Child Rights Programming: A Handbook for Save the Children Alliance Members*" (*Programmation basée sur les droits des enfants. Un guide pour les membres de l'Alliance internationale Save the Children*) aux pages 27-33



## Le comité des droits de l'enfant

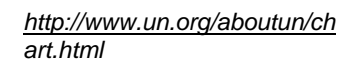
### Composition

- Le Comité des droits de l'enfant a été créé en 1990, conformément à l'article 43.1 de la Convention et est l'organe responsable de contrôler les obligations de l'État.
- Il siège à Genève pendant trois sessions de trois semaines tous les ans. Les sessions ont lieu en janvier, en mai/juin et en septembre/octobre.
- Le Comité se compose de 18 membres indépendants et non rémunérés qui agissent à titre personnel
- Les membres du Comité sont élus par les États parties pour une durée de quatre ans. Ils doivent être « de haute moralité et possédant une compétence reconnue » dans le domaine couvert par la Convention (art. 43.2)
- D'autres facteurs pris en compte sont la distribution géographique, l'expertise dans le domaine des droits de l'homme, la capacité à consacrer suffisamment de temps à la tâche, la représentation d'un large éventail d'antécédents professionnels et de systèmes juridiques et la maîtrise d'une des trois langues de travail (anglais, français, espagnol)
- Le diagramme de la page suivante montre la place du Comité dans le système de l'ONU

### Objectif et mission

- Le rôle principal du Comité est de vérifier que l'État se conforme à ses obligations dans le cadre de la CNUDE par le biais de la procédure de reporting périodique.
- Il contribue également à jouer un rôle important pour nous aider à comprendre le contenu des droits exposés dans la CNUDE par le biais des *Journées de discussion générale*, (des réunions publiques annuelles pour discuter des droits spécifiques), et des *Commentaires généraux*, (déclarations officielles clarifiant le contenu de certains articles)
- L'approche du Comité est non-conflictuelle. Son objectif est d'évaluer, par le biais d'un dialogue constructif, la situation des droits de l'enfant dans les divers États parties ; de mettre en exergue certains sujets de préoccupation et de fournir des recommandations pour une mise en application complète de la Convention.
- Le Comité n'est pas autorisé à étudier les plaintes individuelles ou « les communications » d'individus ou à mener des enquêtes sur les violations flagrantes.

- **Un guide de l'OHCHR sur le système des organes de suivi de traités de l'ONU se trouve sur le CD (10)**
- **Les méthodes de travail du Comité sont couvertes de façon plus détaillée ci-dessous. Voir également le document sur les propres méthodes de travail du Comité sur le CD (4) et à l'adresse suivante**  
<http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/workingmethods.htm>
- **Commentaires généraux et détails de précédentes Journées de discussion générale sont disponibles sur le CD (4) et en ligne sur le site web du Comité** <http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/>
- **Une liste des membres actuels du Comité et leur CV est disponible à l'adresse suivante**
- <http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/members.htm>



## Présentation générale du processus de reporting

### 1. Le rapport de l'État

Le processus de reporting débute par l'élaboration du rapport de l'État. Le Comité des droits de l'enfant a fourni des directives indiquant des pratiques exemplaires au niveau du processus et des détails sur la nature des informations requises. Save the Children considère qu'il est essentiel que le gouvernement utilise ce rapport comme une opportunité périodique de renforcer l'intérêt et l'engagement vis-à-vis des droits de l'enfant.

Le rapport initial doit être remis 2 ans après l'entrée en vigueur de la CNUDE dans le pays (soit 30 jours après la ratification). Après quoi, ces rapports périodiques doivent être remis tous les 5 ans. Dès réception, le Comité fixe une date afin d'étudier le rapport de l'État à la prochaine session disponible. Si l'État ne remet pas son rapport à temps, le Comité lui enverra un rappel.

Le rapport de l'État doit fournir au Comité un bilan complet de la situation des droits de l'enfant dans le pays et notamment les mesures législatives, administratives et judiciaires et toutes autres mesures mises en œuvre pour appliquer la Convention, avec à l'appui de données détaillées ventilées. Les États doivent également faire savoir comment ils ont mis en œuvre les recommandations faites par le Comité lors de la précédente session de reporting.

Les rapports des États ne doivent pas dépasser 120 pages et doivent se diviser en 8 modules thématiques de droits comme l'exigent les directives du Comité sur le reporting.

**I. Mesures d'application générales** {Arts 4, 42, 44.6}

**II. Définition de l'enfant** {Art 1}

**III. Principes généraux** {Arts 2, 3, 6, 12}

**IV. Libertés et droits civils** {Arts 7, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 37(a)}

**V. Milieu familial et protection de remplacement** {Arts 5, 9, 10, 11, 18, 20, 21, 25, 27.4, 39}

**VI. Santé et bien-être** {Arts 18, 23, 24, 26, 27}

**VII. Éducation, loisirs et activités culturelles** {Arts 28, 29, 31}

**VIII. Mesures spéciales de protection de l'enfance** {Arts 22, 30, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40}

**Dans chacun de ces « modules » les informations suivantes doivent être fournies :**

#### **Suivi**

Le premier paragraphe de chaque module doit détailler les mesures entreprises suite aux précédentes observations finales faites par le Comité.

#### **Programmes nationaux complets - Suivi**

Les paragraphes suivants doivent fournir des informations suffisantes pour permettre au Comité de comprendre parfaitement comment la convention est appliquée dans le pays ainsi que les mécanismes mis en place pour contrôler les progrès.

#### **Répartition des ressources budgétaires et autres**

Les États doivent fournir des informations sur le montant et le pourcentage du budget national et d'autres ressources consacrés chaque année aux enfants.

#### **Données statistiques**

Ventilées par sexe, handicap, zone géographique, âge etc. indiquant les tendances et soulignant les groupes qui exigent une attention particulière.

#### **Facteurs et difficultés**

Le dernier paragraphe de chaque module doit décrire tout facteur et difficulté qui empêchent l'État de remplir ses obligations ainsi que des informations sur les objectifs fixés pour l'avenir.

- Vous trouverez sur le CD un graphique contenant un résumé des dispositions de la CNUDE réparties en fonction des huit modules (5)
- Pour plus de détails sur le contenu des rapports des États, voir les directives du Comité sur le reporting et des exemples de précédents rapports des États (4) et (7)

Ce format modulaire est maintenu pendant tout le processus de reporting. Cette méthode évite les répétitions superflues (peu de politiques ou lois traiteront un seul droit spécifique mais elles pourraient être couvertes par ces rubriques plus larges). Surtout, elle permet une certaine continuité pendant tout le processus et une analyse plus facile de toutes les communications et réunions appropriées. Les rapports des États et des ONG, les réunions du Groupe de travail présessionnel et la séance plénière, les listes de problèmes et les réponses écrites et les observations finales du Comité suivent tous le même format thématique.

Une fois soumis, le rapport est révisé, traduit dans les trois langues de travail du Comité puis distribué aux agences spécialisées et mis à la disposition des ONG.

## **2. Rapports complémentaires/alternatifs des ONG**

La CNUDE autorise spécifiquement des rapports « d'autres organismes compétents » notamment d'ONG et de groupes de défense des enfants, afin de mieux comprendre les droits des enfants dans le pays. Ces rapports permettent de combler les lacunes laissées par le rapport de l'État et de clarifier toute information ambiguë ou incorrecte. Ils fourniront également d'autres perspectives qui pourront aider le Comité à comprendre le climat de la jouissance des droits, les résistances et les obstacles ainsi que les forces en faveur du changement.

Le rapport des ONG offre une opportunité de faire entendre la voix des enfants dans le processus de reporting (bien que le rapport de l'État doive également tenter de le faire), et encourage les ONG à former des coalitions (CONG), à s'engager dans les processus de changement et si nécessaire à soulever les problèmes et à faire des recommandations au niveau international.

Les rapports complémentaires/alternatifs doivent être soumis dans les 6 mois qui suivent la soumission du rapport de l'État et trois mois avant la pré-session pour s'assurer qu'ils sont pris en compte, traduits, etc.

## **3. Le groupe de travail présessionnel (« la pré-session »)**

Le groupe de travail présessionnel est une réunion privée entre le Comité, les ONG et d'autres organisations internationales. Il se réunit environ 4 mois avant la Session avec le gouvernement pour discuter le rapport de l'État et les rapports alternatifs. La pré-session permet aux ONG/CONG et aux enfants de se retrouver en personne et dans le cadre d'un forum rassurant, de faire part de leurs principales préoccupations, de donner leur avis sur le rapport de l'État et d'ajouter toute information depuis la soumission de leurs rapports alternatifs.

Seules les ONG qui ont soumis des informations écrites seront invitées à participer à la pré-session. Les réunions sont confidentielles et aucun résumé n'est publié. Par conséquent, toutes les parties devraient pouvoir s'exprimer librement.

## **4. Liste des problèmes**

La pré-session permet au Comité de dresser une « liste de problèmes » qui identifie d'autres informations requises du gouvernement. Celle-ci porte souvent sur la nécessité d'obtenir des données ventilées sur les violations des droits et énumère les principaux domaines de préoccupation que le Comité abordera à la séance plénière (voir ci-dessous). Cela permet donc au gouvernement de se préparer à répondre aux questions qui pourraient être posées.

## 5. Réponses écrites

Comme son nom l'indique, ce document contient les réponses écrites à la liste de problèmes et doit être soumis au moins 1 mois avant la séance plénière. Les ONG peuvent fournir des éléments de réponse qui seront intégrés dans les réponses écrites ou elles pourront soumettre leurs propres informations supplémentaires. Les informations provenant des rapports de l'État et des ONG, la pré-session et les réponses écrites formeront le cadre des discussions entre le Comité et le gouvernement.

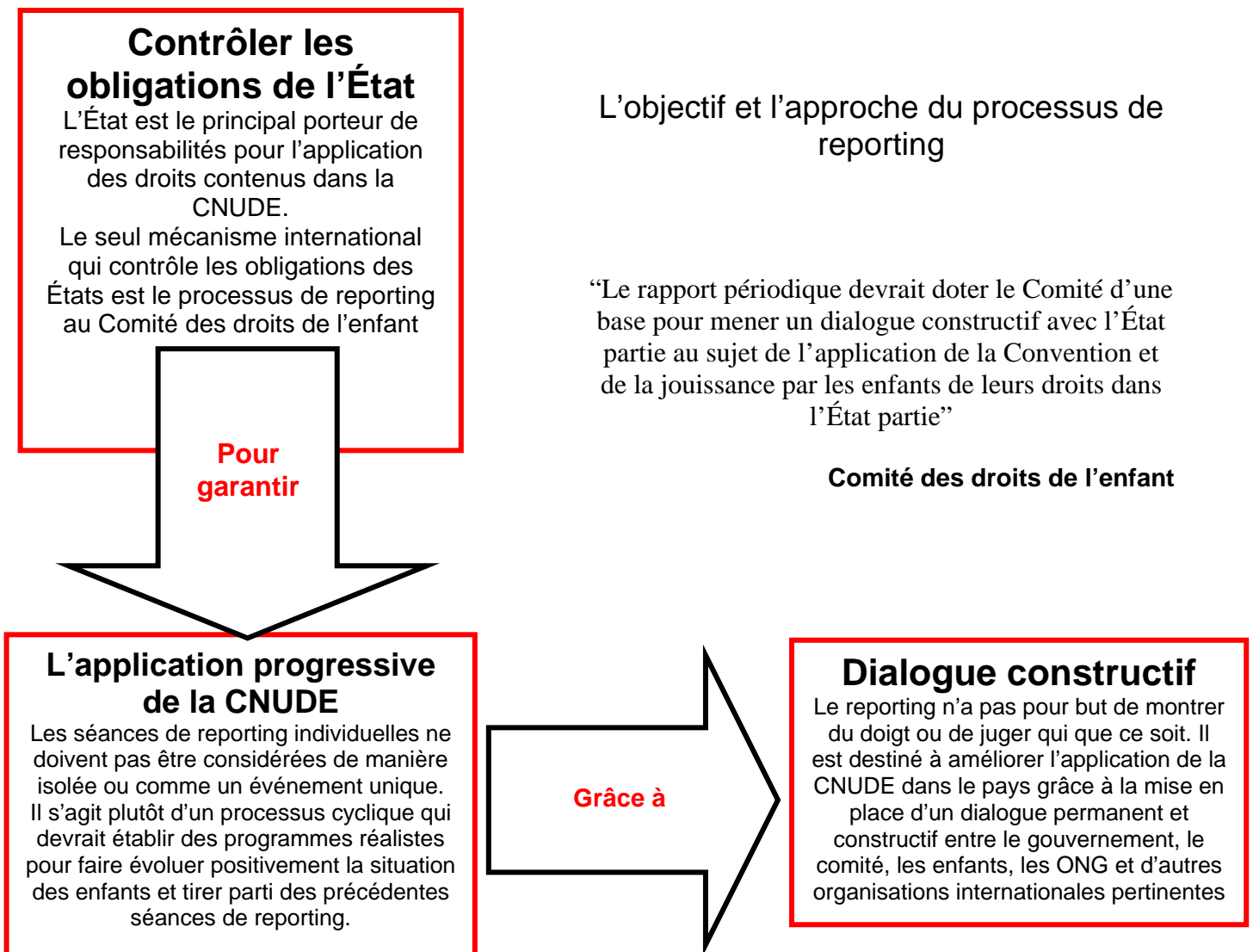
## 6. La séance plénière

C'est la principale réunion entre le gouvernement et le comité et elle a lieu sur une journée complète (deux sessions de 3 heures). Le Comité posera une série de questions sur le même format thématique que celui du rapport de l'État et le gouvernement aura la possibilité de répondre. Bien que cette réunion soit publique, les ONG ne peuvent participer qu'en tant qu'observateurs. Elles ne sont pas autorisées à faire des déclarations.

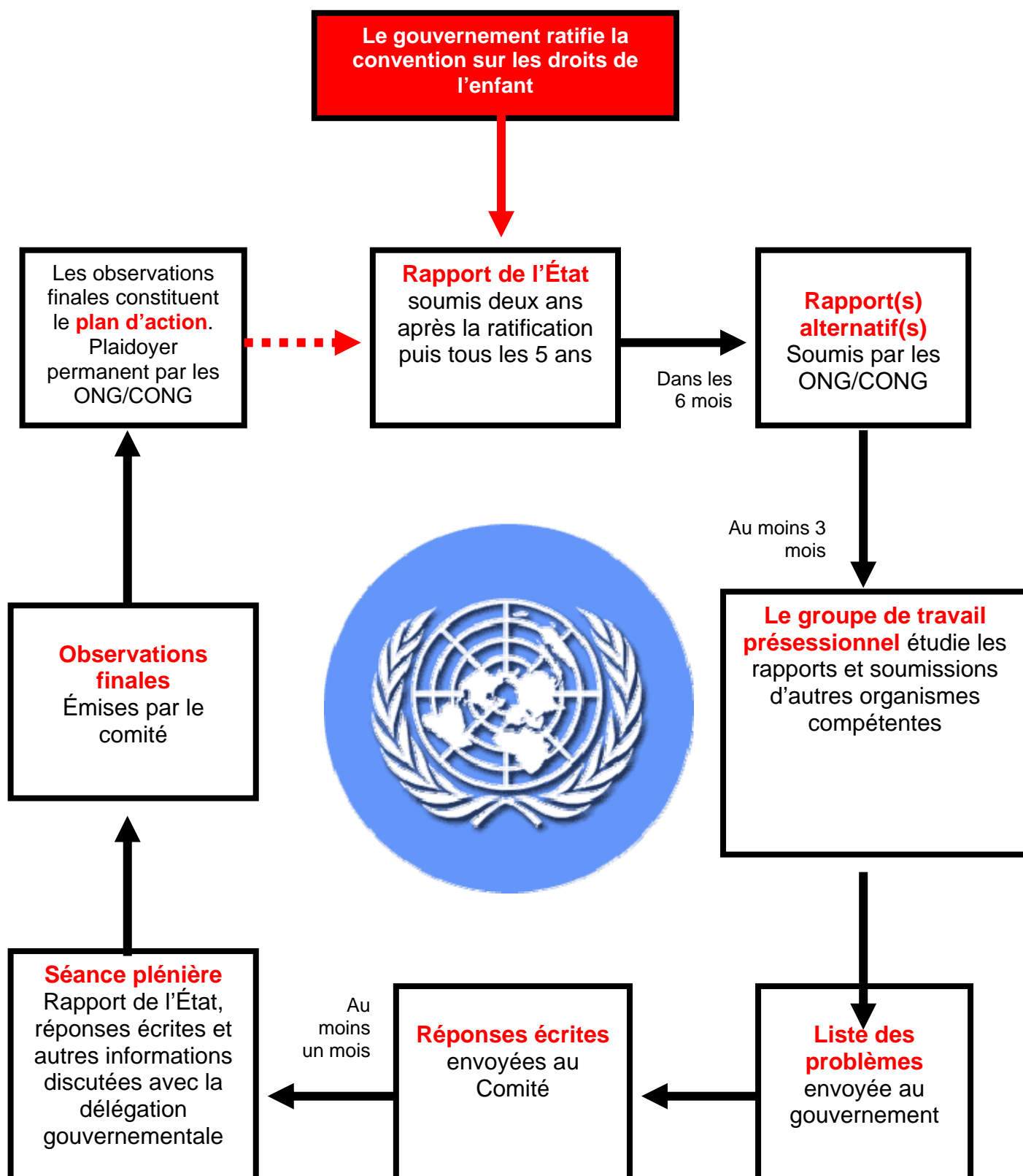
## 7. Observations finales

Il s'agit du document qui résulte du processus de reporting. En suivant là encore la structure thématique du rapport de l'État, le Comité met tout d'abord en exergue les aspects positifs afin de présenter ensuite ses préoccupations et ses recommandations. Le dernier paragraphe des observations finales fixe la date du prochain rapport périodique.

**Important :** ces observations finales marquent la fin de la séance mais pas du processus. Les observations finales doivent mettre en place un **Plan d'action** portant sur les cinq années à venir jusqu'au prochain rapport. Les ONG auront un rôle important à jouer pour s'assurer que ces recommandations sont prônées et mises en œuvre.



## Le cycle du reporting au Comité des droits de l'enfant



Un calendrier type du processus de reporting se trouve à la page 45





Leticia Valverdes

Des jeunes regardent des publications de Save the Children pendant le Projeto Peixearte de Save the Children, un programme qui forme les jeunes pour leur apprendre à contrôler et à influencer la façon dont les fonds des gouvernements locaux sont répartis et dépensés.

- **Des copies des directives du Comité sur les rapports initiaux et périodiques sont disponibles sur le CD (4) et en ligne à :**  
**Initial**  
[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/CRC.C.5.En?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/CRC.C.5.En?Opendocument)  
**Périodique**  
[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/CRC.C.58.Rev.1.En?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/CRC.C.58.Rev.1.En?Opendocument)
- **Les documents qui remontent aux premières séances de reporting de 1992/93, y compris les rapports des États, les listes de problèmes, les réponses écrites et les observations finales peuvent être consultés sur le site web du Comité à l'adresse suivante**  
<http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/sessions.htm>
- **Note :** Le processus de reporting pour l'OPAC et l'OPSC est légèrement différent de celui du traité principal qui fait l'objet de ce Starter Pack. Après un rapport initial, des informations sur le protocole facultatif correspondant devraient ensuite faire partie du rapport principal tous les cinq ans. Contrairement à la ratification quasi-universelle de la CNUDE, les protocoles facultatifs sont actuellement ratifiés par 110 États parties chacun (à compter du 1er janvier 2007). Seuls les États qui ont ratifié les protocoles facultatifs sont soumis à leurs procédures de reporting. Les directives pour les États présentant des rapports sous l'OPAC et l'OPSC sont disponibles sur le CD(4) et auprès de l'OPAC.  
**OPAC**  
[http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/\(Symbol\)/CRC.OP.AC.1.En?Opendocument](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/(Symbol)/CRC.OP.AC.1.En?Opendocument)  
**OPSC**  
<http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.OPSC.2.pdf>

## Deuxième partie : Pourquoi devrions-nous participer ?

### L'importance et les avantages de l'engagement



Tom Pietrasik

Des petites filles dans une tente de la zone de jeu protégée organisée par Save the Children dans le camp de secours de Thuri Park au Pakistan

*« Si seulement les grands de ce monde ... écoutaient et tenaient compte de l'expérience de ceux qui connaissent la réalité de la situation sur le terrain – les résultats transformeraient les idées sur le leadership et la prise de décision »*

**Mary Robinson**  
Ancienne Haut-commissaire sur les droits de l'homme aux Nations-Unies

Le processus de reporting est un outil important pour le changement qui peut être utilisé en tant que base pour agir en faveur des droits de l'enfant. Il peut contribuer à réunir à intervalle régulier le gouvernement, les enfants, la société civile et le public pour réfléchir aux progrès de l'application de la CNUDE et pour identifier le changement nécessaire. Ce qui importe avant tout, c'est la façon dont il peut regrouper les agents du changement dans un pays.

Save the Children a un rôle à jouer à ce niveau. Par exemple, nous pouvons aider à développer des capacités locales là où elles sont faibles, soutenir les coalitions d'ONG et faciliter la participation de l'enfant. Cette section se penche sur l'importance de l'engagement pour la société civile et Save the Children et sur quelques-uns des principaux bénéfices.

#### Sommaire :

#### L'importance de l'engagement des ONG/de la société civile

- Plaider en faveur du changement
- Renforcer le travail des ONG
- Suivi de la mise en œuvre
- Renforcer le processus

#### L'importance de la participation de Save the Children

#### Reporting dans le cadre de la CNUDE et programmation basée sur les droits de l'enfant

#### L'impact sur les droits de l'enfant...jusqu'ici

- Mesures générales de mise en application
- Étude de mise en application de l'UNICEF

#### Reporting sur la CNUDE et les cinq dimensions du changement

#### Étude de cas 1 : Le Lesotho



## **L'importance de l'engagement des ONG et de la société civile dans le processus**

La société civile et les ONG ont un rôle vital à jouer dans le processus de reporting périodique. L'Article 43 mentionne spécifiquement la participation « d'autres organismes compétents » dans le processus, ce qui inclut les ONG et les coalitions d'ONG. Le rôle des ONG et de la société civile est varié et apporte des avantages importants non seulement au niveau du reporting et du suivi des droits de l'enfant mais également du plaidoyer, du travail des ONG et du processus de reporting lui-même.

### **Plaider en faveur du changement**

Le processus de reporting n'est pas un exercice international ad hoc. Son objectif ultime est d'améliorer sur le terrain la jouissance de leurs droits par les enfants et donc d'améliorer leurs vies et leur avenir. Il ne doit pas être considéré comme étant séparé du plaidoyer permanent des ONG. L'un des rôles principaux des ONG et des CONG est de maintenir le dynamisme qui a été généré pendant la collecte d'informations et le processus d'établissement de rapports officiels et de continuer à plaider en faveur du changement sur la base des recommandations du Comité. L'un des rôles clés de Save the Children est de travailler avec les ONG locales et de leur apporter son soutien en renforçant leurs capacités afin qu'elles continuent les activités de plaidoyer et de recherche basées sur les droits après le processus de reporting.

### **Renforcer le travail des ONG**

La participation des ONG au processus de reporting peut renforcer le travail de ces ONG de nombreuses façons. Par exemple, le processus de reporting exige une analyse situationnelle détaillée des droits de l'enfant qui fournit des informations programmatiques vitales pour le plaidoyer reposant sur des informations factuelles. Le processus contribue à centrer le dialogue sur les droits de l'enfant et à sensibiliser les gens sur les divers enjeux au niveau local et national. L'appartenance à des coalitions crée de nouveaux partenariats, des opportunités de renforcement des capacités et un environnement qui favorise le partage d'informations et les nouvelles méthodes de travail. Le processus de reporting peut également contribuer au développement d'approches coordonnées et au renforcement de la participation de l'enfant au processus de plaidoyer.

### **Suivi de la mise en œuvre**

Présenter un rapport au comité et faire le suivi de la mise en œuvre de la CNUDE vont de pair. Les ONG ont un rôle important à jouer pour surveiller la situation des droits de l'enfant dans un pays. Pendant leur travail programmatique et leurs activités de plaidoyer, les ONG sont bien placées pour voir comment le gouvernement met en place les recommandations du Comité et les défis relatifs aux droits de l'enfant en général. Il est important de continuer à partager les informations avec les partenaires locaux pendant tout le processus et pendant la période de suivi. L'ajout de ces informations aux bilans annuels et aux évaluations d'impact facilitera grandement la compilation du prochain rapport de l'ONG !

### **Renforcer le processus**

L'engagement de l'ONG est vital pour adresser certaines faiblesses perçues dans le système comme l'absence traditionnelle de participation de l'enfant et la dépendance du Comité vis-à-vis des informations externes en raison de l'absence d'une mission de recherche des faits (*Cette question est traitée de manière plus détaillée aux p 27 & 28*).

- **Le CRIN (le réseau d'information des droits de l'enfant) et le Groupe des ONG pour la CNUDE ont publié un article intitulé “*The Use of Concluding Observations for Monitoring the Implementation of the CRC*” (Utiliser les observations finales pour contrôler l'application de la CDE). Une copie est disponible sur le CD (10) et en ligne à [http://www.crin.org/docs/resources/publications/ngocrc/CRIN-NGOCRC\\_WP2\\_en.pdf](http://www.crin.org/docs/resources/publications/ngocrc/CRIN-NGOCRC_WP2_en.pdf)**

## L'importance de la participation de Save the Children

### Participation de l'enfant

- Les enfants ont le droit d'être entendus et leur point de vue doit être pris en considération comme il se doit
- Le processus de reporting permet à SCUK d'accroître la participation de l'enfant dans le plaidoyer et de faire rendre des comptes aux porteurs de responsabilité.
- La participation de l'enfant sert de véhicule pour renforcer les capacités des gouvernements, des membres du comité, des partenaires, y compris des enfants, afin que ces derniers puissent faire entendre leur voix
- Faciliter la participation de l'enfant est une valeur clé pour Save the Children
- Le processus offre la possibilité de démontrer clairement et sous un angle pratique le fait que la participation de l'enfant peut changer les attitudes au niveau local et national et l'a déjà prouvé

### Programmation

- Le reporting exige une analyse situationnelle détaillée des droits de l'enfant
- Il offre à Save the Children la possibilité d'évaluer sa propre contribution en rapport avec les droits de l'enfant
- Il englobe des aspects des trois piliers de la programmation basée sur les droits de l'enfant (voir diagramme ci-dessous p 20)
- Il aborde les cinq dimensions du changement (voir diagramme ci-dessous p 24)
- Nos programmes ont bénéficié du reporting par le passé (Voir "A Tool for Change" [un outil pour le changement]) p 30
- Les observations finales aident à mettre en place un plan d'action pour les années à venir

### En tant qu'organisation luttant pour les droits de l'enfant

- Le travail de Save the Children s'appuie sur la CNUDE, un traité que nous avons contribué à rédiger. L'engagement vis-à-vis du processus de reporting est essentiel à tout engagement clair vis-à-vis des droits de l'enfant.
- Nous sommes responsables de nous assurer que les enfants sont capables d'exprimer leur opinion et d'influencer les décisions qui affectent leur vie.
- Save the Children doit participer systématiquement pour s'assurer que les États remplissent leurs obligations internationales vis-à-vis des enfants.
- Notre présence systématique dans le processus de reporting dans chaque pays dans lequel nous travaillons aidera à renforcer la position de Save the Children en tant qu'organisation leader des droits de l'enfant, en parlant en faveur de tous les enfants en permanence, au niveau national et international.

### Plaidoyer

- Le processus de reporting fournit un cadre et un calendrier pour le plaidoyer à long terme et s'emploie à mettre en œuvre des changements généraux pour les enfants
- Il fournit une opportunité de plaidoyer local, national et international
- Le processus de reporting est un outil légitime pour mettre en cause la performance du gouvernement sur les droits de l'enfant et pour identifier des façons de travailler avec le gouvernement pour aboutir à des changements
- Il facilite l'accès de ceux qui sont en mesure d'influencer le changement (ex : les services responsables du rapport de l'État)
- Il aide à soulever des questions fondamentales qui vont au-delà de celles centrées sur un thème

### Mise en place et renforcement des alliances

- Le processus de reporting aide à construire et à maintenir les coalitions nationales - Save the Children est bien placée pour apporter son soutien en la matière
- Il permet de vastes consultations avec les détenteurs d'enjeux
- Il contribue à développer un vaste groupe de soutien
- Il aide à renforcer les liens avec d'autres membres de l'Alliance et des partenaires de la société civile en travaillant ensemble sur les rapports alternatifs, le plaidoyer et le suivi
- Aider le gouvernement à rédiger son rapport peut permettre d'établir des liens avec des fonctionnaires clés
- Participer régulièrement à la pré-session et à la session plénière permet de travailler en relations plus étroites avec le Comité

## Reporting en rapport avec la CNUDE et programmation dans le domaine des droits de l'enfant (CRP)

### Analyse situationnelle des droits de l'enfant (ASDE)

La programmation basée sur les droits de l'enfant se base sur une compréhension détaillée de la situation des droits de l'enfant dans le pays obtenue par le biais d'une analyse situationnelle des droits de l'enfant. *Le processus de reporting requiert une analyse situationnelle des droits de l'enfant du gouvernement et des ONG tous les 5 ans – voir à nouveau les directives de reporting du Comité. CD (4)*

En se basant sur ces informations, la programmation basée sur les droits de l'enfant s'élabore sur la base des trois « piliers » de travail. L'engagement dans le processus de reporting englobe des éléments de ces trois piliers mais plus particulièrement des piliers 2 & 3.

#### 1. Actions pratiques portant sur les lacunes et les violations en matière de droits

Souvent, le droit des enfants à être entendus n'est pas garanti. La participation de l'enfant au processus de reporting lui donne une excellente opportunité de faire entendre son point de vue. Save the Children a un rôle fondamental à jouer pour faciliter une vraie participation des enfants.

Faire entendre sa voix à ce niveau renforce la confiance en soi et l'autonomisation des enfants qui y participent directement.

Le processus de reporting peut contribuer à fournir des preuves de violation des droits des enfants et du fait qu'ils ne jouissent pas pleinement de ces droits.

Les données ventilées contribuent à évaluer comment la discrimination s'applique à ces violations et à ces lacunes.

#### 2. Renforcement des structures et des mécanismes

Identifier des faiblesses dans les mécanismes et les structures est l'un des principaux objectifs du processus de reporting (voir là encore, les mesures générales d'application)

Les États doivent signaler les progrès dans les domaines suivants :

- Réforme du droit
- Crédit et suivi budgétaires
- Organismes de coordination nationaux
- Éducation et formation pour les professionnels qui travaillent avec des enfants
- Plans d'action nationaux pour gérer les changements

Le comité abordera également des mécanismes et structures spécifiques sous les rubriques thématiques séparées, par ex. versements d'allocations, tribunal de la jeunesse, éducation primaire gratuite, etc.

Proposition d'options de changement/de plaidoyer basées sur les preuves. Cela peut faire partie du rapport de l'ONG présenté au Comité et des plans de plaidoyer au niveau national.

#### 3. Établir des groupes constitutifs

Les coalitions d'ONG sont un élément central du processus de reporting et créent des plateformes nationales pour les droits de l'enfant

Le reporting permet des consultations avec un grand nombre de personnes et permet de mettre en place une large base de soutien

Pendant tout le processus, la publicité et la large diffusion de documents pertinents encouragent « l'adhésion » de la société civile et sensibilisent davantage les communautés locales aux droits de l'enfant.

Les observations finales peuvent former un plan d'action derrière lequel la société civile pourra se mobiliser.

Les médias sont spécifiquement mentionnés dans la CNUDE pour le rôle important qu'ils ont à jouer pour favoriser le soutien des droits de l'enfant au sein de la société.

- **Programmation basée sur les droits de l'enfant : un manuel pour les membres de l'alliance Save the Children se trouve sur le CD (3) et sur l'Intranet à <http://intranet/Policy/Policy%20and%20Learning/CRP%20resources.htm>**

## L'impact du processus de reporting sur les droits de l'enfant .... Jusqu'ici !

*« Les États parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la présente Convention. Dans le cas des droits économiques, sociaux et culturels, ils prennent ces mesures dans toutes les limites des ressources dont ils disposent et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale »*

### Article 4 de la Convention sur les droits de l'enfant des Nations Unies

Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF a récemment mené une étude de trois ans sur l'impact de la CNUDE. Elle se concentrait sur les « **Mesures générales d'application** » de 62 pays qui avaient fait un rapport au Comité au moins deux fois durant ces 15 dernières années.

Les mesures générales d'application sont huit mesures associées à des systèmes, identifiées par le Comité, qui doivent être appliquées par les États afin de remplir leurs obligations dans le cadre de la CNUDE. Elles représentent des structures, des systèmes et des initiatives d'une importance capitale pour la mise en œuvre complète de la CNUDE. Ce sont sur elles que le Comité se penche spécifiquement pendant le processus de reporting (voir le premier « module » à la page 12)

On peut résumer ces mesures générales comme suit :

- **Réforme du droit** : Exige des États parties qu'ils s'assurent de la compatibilité de l'ancienne et de la nouvelle législation et pratique judiciaire avec la CNUDE par le biais notamment d'amendements constitutionnels, d'amendements de la législation et de développement de nouvelles lois, de la mise en place de mesures pour faire face aux nouveaux défis liés aux droits des enfants et de solutions efficaces pour les enfants et leurs représentants.
- **Institutions nationales indépendantes de défense des droits des enfants** : comme les ombudsmans pour enfants, les commissaires aux droits de l'enfant et les points de convergence au sein des institutions nationales des droits de l'homme
- **Plans d'action nationaux** : des programmes nationaux complets ou des stratégies d'application de la CNUDE sont nécessaires ; leurs rapports avec le processus de suivi du sommet mondial pour les enfants et la session extraordinaire consacrée aux enfants de l'assemblée générale de l'ONU sont critiques
- **Des institutions et structures permanentes au sein du gouvernement visant les droits des enfants** sont requises pour garantir la coordination et poursuivre la mise en œuvre
- **Allocation des ressources** dans la mesure maximum de leur disponibilité
- **Suivi systématique de l'application de la CNUDE**, par le biais de la collecte, de l'analyse, de l'évaluation et de la diffusion efficace de données liées aux enfants
- **L'éducation, la formation et la sensibilisation** en matière de droits des enfants doivent être régulièrement promues
- **Participation de la société civile, y compris des enfants, dans la mise en œuvre**

Voir le *Commentaire général* No. 5 sur le CD(4) et en ligne

[http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/\(symbol\)/CRC.GC.2003.5.En?OpenDocument](http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/(symbol)/CRC.GC.2003.5.En?OpenDocument)

Deux rapports résumés initiaux de l'étude de l'UNICEF ont été publiés et les résultats complets seront publiés dès que toutes les informations auront été analysées en détail. Le rapport résumé révèle un vaste processus de changement social pour les enfants, qui touche de nombreuses mesures générales grâce à la ratification de la CNUDE et à la participation au processus de reporting. L'étude identifie également les nombreux défis qui se profilent à l'horizon.

### **Réforme du droit**

Le rôle de la CNUDE est tout particulièrement apparent dans la réforme du droit. Dans au moins 50 des pays étudiés, la Convention a été intégrée à divers niveaux dans le cadre juridique national par le biais de réformes législatives, y compris sous forme d'amendements constitutionnels. Son intégration dans le système légal national est presque universelle dans les pays d'Europe de l'Est et d'Amérique latine étudiés. Ces réformes ont permis de réaliser de nombreux progrès importants pour les enfants et leurs familles. En Biélorussie et en République tchèque, par exemple, les tribunaux constitutionnels ont décrété que certaines parties du code de la famille étaient invalides parce qu'elles étaient incompatibles avec la CNUDE. Dans certains pays, des codes complets sur les enfants ont été élaborés, par exemple, le Code pour l'enfance et l'adolescence adopté au Paraguay en 2001 et la loi roumaine sur la protection et la promotion des droits de l'enfant.

### **Institutions nationales indépendantes de défense des droits des enfants**

La mise en place d'institutions nationales indépendantes de défense des droits des enfants s'est accélérée depuis l'entrée en vigueur de la CDE. Le premier modèle d'ombudsman pour les enfants a été développé à Radda Barnen (SC Suède) en 1979. Cependant, jusqu'à l'adoption de la CNUDE, il n'existait que 2 bureaux de ce type. De nos jours, il y en a plus de 60 dans près de 38 pays du monde. Ces institutions sont les porte-paroles des enfants et les défenseurs de l'application des droits des enfants.

### **Mécanismes de coordination nationale**

De nombreux pays ont développé de nouveaux organismes ou mécanismes pour les enfants près du cœur même du gouvernement. Ils ont pris la forme d'unités consacrées aux enfants basées dans le bureau du président/premier ministre ; des services pour les enfants ; des conseils nationaux ; des comités de coordination nationaux, etc. Leur objectif est d'accroître la visibilité des enfants dans l'action gouvernementale ; de garantir la coordination d'activités pertinentes ; de contrôler les progrès et de promouvoir un programme complet et intégré pour l'application des droits des enfants. On peut citer par exemple, le conseil national pour les enfants en Équateur et le conseil national des droits de l'enfant au Timor oriental.

### **Sensibilisation et éducation**

Tous les pays étudiés avaient entrepris des activités pour sensibiliser le public à la CDE par le biais de la formation et du renforcement des capacités de groupes professionnels ainsi que de campagnes sur des questions de santé publique comme le VIH/SIDA.

### **Participation de l'enfant**

La théorie et la pratique en matière de participation de l'enfant ont beaucoup évolué depuis l'entrée en vigueur de la CNUDE. L'étude souligne cette évolution tout particulièrement en ce qui concerne les ONG. L'Alliance Save the Children est mentionnée en tant que chef de file dans ce domaine.

### **Parmi les grands défis identifiés dans l'étude :**

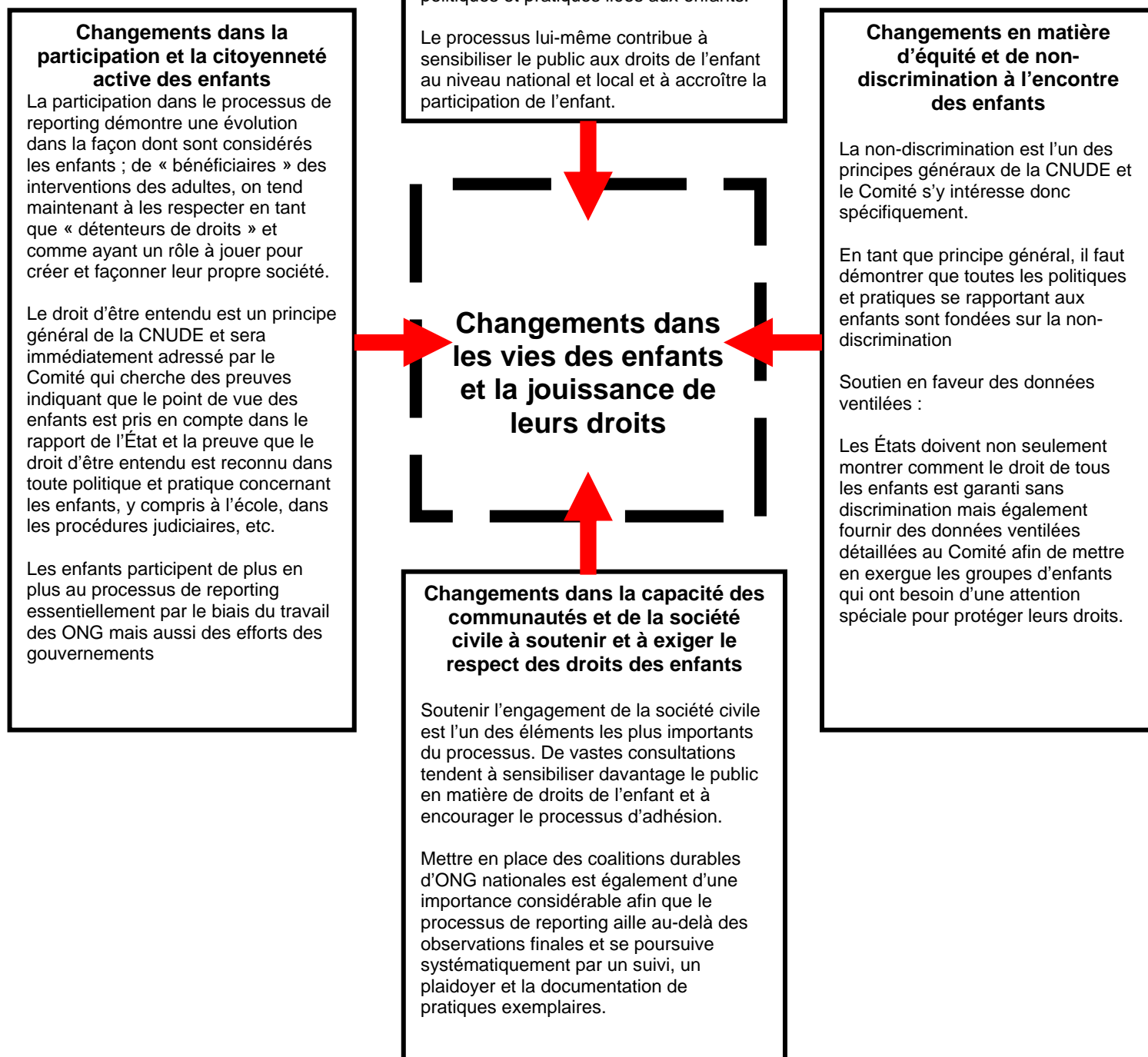
- Plus grande allocation de ressources
- Indicateurs convenus
- Meilleure coordination entre les ministères
- Principes généraux destinés à sous-tendre les plans d'action nationaux

- Deux rapports initiaux de l'UNICEF ont été publiés, tous deux relativement courts (30 pages environ). Ils se trouvent sur le CD (6). Un rapport complet sera bientôt publié.
- Pour plus d'informations sur les bénéfices pour les enfants, voir "A Tool for Change" (Un outil pour le changement) p 21 – 28, qui fournit des exemples de huit programmes nationaux CD (10)



## Reporting dans le cadre de la CNUDE et les cinq dimensions du changement

*Les cinq dimensions du changement représentent cinq domaines clés dans lesquels tout programme basé sur les droits de l'enfant doit mesurer son impact. Ce diagramme illustre comment les dimensions du changement sont liées les unes aux autres et comment elles se rapportent au processus de reporting*



## Étude de cas numéro 1 : le Lesotho

**Kevin Byrne, qui occupe aujourd'hui le poste de Directeur de programme pour l'Indonésie décrit les avantages du processus de reporting à l'époque où il travaillait au Lesotho**



Notre travail au Lesotho consistait à réunir un secteur de la société civile relativement faible et à développer et soutenir une coalition d'ONG en réponse au rapport du gouvernement sur la CDE. Je me suis rendu compte que ce modèle présentait un certain nombre d'avantages – pour les enfants, pour la société civile locale et pour Save the Children.

Intervenir suite au rapport nous a permis d'établir un cadre collaboratif, ancré au niveau local et orienté sur l'enfant pour la planification multi-agences. Il nous a permis de placer l'enfant au cœur du programme sociopolitique et de mentionner des sujets tabous comme la maltraitance et l'exploitation des enfants dans un environnement sûr. Il permettait également aux enfants et plus particulièrement aux enfants vulnérables de s'exprimer dans des forums sûrs mais prestigieux. Deux secteurs de la société de Basotho jusqu'ici exclus et invisibles – les ONG et les enfants – étaient soudain en mesure de parler directement avec les bailleurs de fonds, les agences de l'ONU, le gouvernement et les médias et ils en ont profité au maximum.

Ce processus a présenté les concepts des droits de l'enfant et de la participation de l'enfant d'une façon très pratique et visible à un vaste public, battant en brèche les idées reçues selon lesquelles les droits de l'enfant et la participation de l'enfant étaient des idées trop extrêmes pour être acceptables dans la société conservatrice, hiérarchique et patriarcale du Lesotho. En fait, le Lesotho a été le premier pays africain à envoyer des représentants des enfants à la CNUDE et ceux-ci ont eu un impact important et positif sur le Comité. Toutes ces activités ont en règle générale relevé le statut des enfants au Lesotho et ont fait évoluer les mentalités des agences ainsi que la façon dont elles conçoivent et planifient leurs programmes.

Les enfants ont bénéficié directement du processus. Il a conduit à la révision de toute la législation sur les enfants et à l'inclusion des ONG et des enfants dans le développement d'une loi complète concernant les enfants. Il a également conduit au développement des programmes de travail visant les enfants par les agences nationales, à une plus grande allocation de fonds en faveur d'activités et d'améliorations liées aux enfants et à des améliorations dans les pratiques de plusieurs services de protection de l'enfance. Il a de plus donné lieu à l'établissement d'organisations dirigées par les enfants.

Les agences locales ont gagné en notoriété ce qui s'est traduit, pour certaines, par une augmentation des fonds et le développement de l'organisation. Elles ont aussi beaucoup appris les unes des autres et se sont rendu compte que le fait de participer à la production d'un rapport améliorerait leur statut et boostait le moral de leurs troupes.

Save the Children a elle aussi bénéficié de l'accroissement de sa notoriété et de l'élargissement du cercle de ses alliés. La coalition des ONG a facilité le plaidoyer et le développement de politiques au niveau national et nous a donné des opportunités de développer davantage de projets avec l'aide des partenaires locaux. Elle a donné lieu à un dialogue plus puissant et plus ouvert entre Save the Children et les agences locales.

Nous nous sommes également bien amusés ! Les événements qui ont entouré le lancement du rapport comme la Journée de l'enfant et la prise du Parlement ont été un ballon d'oxygène pour nous tous et a sans doute contribué davantage à faire avancer la cause des droits des enfants que les dizaines de rapports qui exposent chaque année les problèmes du Lesotho.

Enfin, ce processus a conduit le personnel et les partenaires à adopter une nouvelle façon de considérer les enfants et d'interagir qui continue à porter ses fruits dans le développement et la mise en œuvre de programmes pratiques, même après le départ de Save the Children.



## Troisième partie : Comment pouvons-nous nous engager ?

### Conseils et suggestions sur la façon dont SCUK peut participer au processus de reporting

Cette section regroupe des enseignements et des conseils en provenance de nombreuses sources afin de fournir des suggestions pratiques pour permettre aux programmes nationaux de participer au processus de reporting. Elle débute par des considérations générales puis se concentre sur les étapes spécifiques du processus. Enfin, elle offre quelques conseils et suggestions sur la participation des enfants, le plaidoyer, le travail en coalition et le financement.

#### Sommaire :

##### Le contexte stratégique

##### Points forts et points faibles

- Faire face aux points faibles

##### Objectifs et activités spécifiques liés aux activités de suivi et de reporting sur les droits de l'enfant

- Reporting dans le cadre de la CNUDE et le « Modèle pour impact ».

##### Le rapport de l'État

##### Le rapport complémentaire / le rapport alternatif de l'ONG

- Soumissions des enfants et des jeunes au Comité

##### Groupe de travail présessionnel

- Participation de l'enfant à la pré-session

##### La séance plénière

##### Étude de cas 2 : l'Angleterre

##### Participation des enfants

- Quels sont les avantages de la participation des enfants
- Normes de pratique de Save the Children
- Règles de conduite

##### Plaidoyer

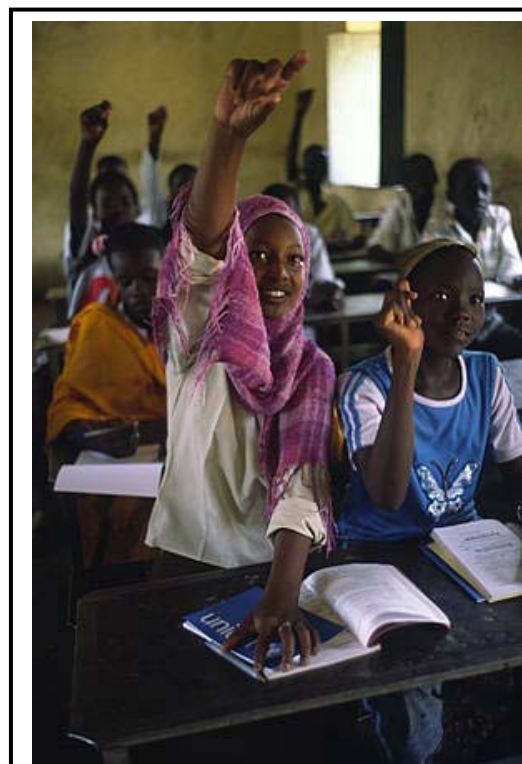
- Quels changements préconisons-nous ?
- Qui peut réaliser ces changements ?
- Comment pouvons-nous influencer ceux qui détiennent le pouvoir ?

##### Travail dans le cadre d'une coalition

- Justification
- Pratiques optimums

##### Étude de cas 3 : le Yémen

##### Financement



Felicia Webb

Les enfants en classe à l'école de Osqofiya au camp Mayo, Khartoum

« Je suis convaincue que nous devons revendiquer certains droits pour les enfants et œuvrer en faveur de leur reconnaissance universelle »

Eglantyne Jebb, Fondatrice de Save the Children, 1923



## Contexte stratégique

Quel que soit le programme, il est important de revoir périodiquement les systèmes et les évolutions dans le cadre du développement d'une analyse situationnelle des droits de l'enfant. Cette analyse devrait prendre en compte à la fois la capacité et la motivation du gouvernement et de certains aspects de la société civile, de la communauté des ONG, des média, de la religion, du monde universitaire et du secteur des affaires. Sur la base de cette analyse, le programme devrait envisager l'importance stratégique de l'engagement dans le processus de reporting.

Il n'est pas facile de réduire le processus à des calendriers, budgets et programmes de travail serrés s'il est considéré comme un événement unique ou ad hoc. Il requiert une planification, des ressources et un engagement continu, surtout en rapport avec la participation de l'enfant, les coalitions et le plaidoyer. S'il est planifié correctement, il devrait compléter le travail programmatique.

Lorsque l'on décide *si* l'on doit s'engager dans le processus de reporting et *comment*, un certain nombre de questions importantes doivent être posées.

**Devrions-nous nous engager par principe ?** c'est-à-dire en tant qu'organisation basée sur les droits de l'enfant.

**Quelle est la valeur de la participation au processus ?** quelle valeur ajoutée peut-on apporter par le biais de l'engagement dans le processus, en dehors de l'application effective de la CNUDE par l'État – autrement dit, mise en place de coalitions, sensibilisation du public, participation des enfants, etc. Il faut prendre du recul et penser plus loin que le rapport et la participation à la pré-session.

**Quel est l'impact potentiel pour les enfants ?** Envisagez si le gouvernement a la volonté de s'engager efficacement et de mettre en œuvre les observations finales. Évaluez la capacité des ONG/coalitions locales d'exiger que les choses changent.

**Quels sont les risques impliqués ?** Effectuez des évaluations de risques. La participation au processus de reporting présente de nombreux risques qui doivent être évalués : depuis la dénonciation des gouvernements jusqu'à la protection des enfants. La participation au processus présente-t-elle des conséquences négatives ? Risque-t-on de fragiliser la société civile locale ?

Ces risques sont inévitables mais peuvent être atténués s'ils sont considérés très en avance et que la méthode d'engagement est adaptée en conséquence.

**Y a-t-il suffisamment de temps ?** Il n'y a pas une seconde à perdre ! Vérifiez que l'engagement est convenablement planifié, depuis les préparatifs pour la participation des enfants et le rapport alternatif jusqu'au plaidoyer et au suivi.

**En avons-nous les moyens ?** Il faut considérer les capacités de financement au moment de planifier des activités – Quelles opportunités de financement sont disponibles ? (*voir plus bas aux pages 59 à 61*) Pourrions-nous travailler avec des partenaires de l'alliance ? Quelle est la capacité financière des partenaires locaux ?

**Comment pouvons nous l'intégrer dans la planification de programme thématique / le travail programmatique ?** La participation au reporting peut-elle être intégrée à la planification stratégique et aux plans opérationnels – faire le lien avec la programmation basée sur les droits de l'enfant et le suivi de l'impact global.

**Quels sont les rôles et responsabilités de Save the Children dans le pays ?** Ce facteur a principalement trait à *la forme* que doit prendre l'engagement de Save the Children et pose un certain nombre de questions. D'autres ONG/agences ont-elles la capacité de s'engager efficacement ? Devrions-nous prendre l'initiative ? Quelles sont nos responsabilités lorsqu'aucune autre agence ne peut se charger du reporting ? Save the Children a-t-elle des relations étroites avec le gouvernement et les communautés locales qui pourraient améliorer le processus et son impact ? Save the Children est-elle la mieux placée pour faciliter la participation des enfants ? Etc.

## Points forts et points faibles

Il est important de souligner les points forts et les points faibles du processus de reporting, non seulement pour se concentrer sur les points positifs mais aussi pour que les points faibles puissent être identifiés et planifiés en conséquence. Dans une certaine mesure, il est possible de chercher à solutionner les points faibles en faisant participer efficacement la société civile et les enfants, et c'est ce que nous allons voir ci-dessous :

### Points forts

- Le processus de reporting est un moyen utile d'établir une vaste base de soutien au niveau national et crée des plates-formes nationales pour les droits des enfants
- Il peut servir à nouer le dialogue avec les gouvernements, le Comité, la société civile, les ONG et d'autres organisations au sujet des droits des enfants
- Il offre aux ONG et aux enfants une opportunité de faire part de leurs préoccupations et de faire des recommandations au niveau international (mais les gouvernements devraient également être encouragés à faciliter cela en compilant le rapport de l'État et en participant à la séance plénière)
- Les rapports des ONG et le groupe de travail présessionnel sont confidentiels et permettent donc aux participants de s'exprimer librement
- Les observations finales peuvent servir de base aux plans d'action nationaux et à des programmes de changement concrets
- Le processus de reporting est non-conflictuel et il devrait donc être considéré par les gouvernements comme une aide plutôt qu'une menace
- Il souligne, dans un forum international, la situation des droits de l'enfant dans l'État partie – il a donc un poids politique et moral important
- Il requiert une analyse situationnelle détaillée des droits de l'enfant par le gouvernement, les ONG et les enfants

### Points faibles

- Le processus de reporting ne vise pas à faire face aux violations de droits individuels de l'enfant. Il n'est pas possible d'essayer de répondre aux menaces immédiates. (Cependant, d'autres Conventions de l'ONU le permettent)
- La participation de l'enfant n'apparaît pas de façon systématique mais elle est spécifiquement requise – voir les directives sur le reporting du Comité.
- Les observations finales n'ont pas force de loi et pourront être considérées comme n'étant pas suffisamment agressives.
- À cause d'un manque d'expertise au niveau du pays, le Comité pose parfois des questions et fait parfois des suggestions qui ne conviennent pas à la situation de certains pays. Une solution à ce problème pourrait être de faire participer la société civile, voir page 37 ci-dessous
- Le Comité dépend entièrement d'informations externes, y compris de données ventilées, qui souvent ne sont pas disponibles. Ses attributions n'englobent pas des missions de recherche des faits.
- Les observations finales sont souvent considérées comme étant assez vagues et utilisent souvent des expressions comme « tout mettre en œuvre pour » et « prendre des mesures pour solutionner » sans spécifier de quoi il s'agit exactement. Cependant, au fil des ans, de nombreuses recommandations sont devenues plus détaillées et des mesures ou réformes spécifiques ont été exposées. *Pour vous rendre compte de cette évolution, comparez les anciennes conclusions finales aux nouvelles sur le CD (7), ex : Ouganda 1997 par rapport à Colombie 2006.*

## Résoudre les points faibles

Comme nous l'avons mentionné brièvement ci-dessus, la participation active de la société civile et des ONG peut contribuer à renforcer le processus de reporting en tentant de trouver une solution aux faiblesses perçues dans le système.

- **Le processus de reporting ne peut traiter de violations individuelles**

Malheureusement, de par la nature même du processus de reporting, les ONG ne peuvent combler cette lacune dans les pouvoirs à la disposition du Comité. Cependant, les rapports des ONG peuvent contribuer à informer le Comité des expériences individuelles d'enfants et de jeunes afin de donner une image plus réelle de la vie des enfants au-delà des statistiques et des lois contenues dans le rapport de l'État.

- **Manque de participation des enfants**

La participation des enfants dans le processus de reporting est en hausse et cela est dû dans une très vaste mesure au travail d'ONG comme Save the Children. Les ONG ont aidé les enfants et les jeunes non seulement à participer au rapport complémentaire/rapport alternatif mais également à rencontrer des membres du Comité à Genève et dans leur pays, pour présenter directement les problèmes au gouvernement, organiser des événements de sensibilisation etc. Quelques exemples sont fournis dans les études de cas contenues dans ce document. Cependant, il y a également des exemples de gouvernements qui s'efforcent d'inclure les perspectives des enfants. Par exemple, le gouvernement britannique a créé un site web pour regrouper et inclure les points de vue des enfants dans son rapport de 2007.



Jenny Matthews/Network Photographers

Des jeunes dans le village d'Um Nasser, dans les territoires palestiniens occupés, travaillant sur un projet de sensibilisation aux droits de l'enfant.

- **Recours à des informations externes**

Le Comité ne peut mener de missions d'enquêtes mais les informations fournies par les ONG dans des rapports alternatifs et à l'occasion de la pré-session aident à combler les lacunes des rapports des États et à clarifier les informations incorrectes ou ambiguës. (*Voir plus loin p 36 à 38*)

- **Questions et recommandations non adaptées au contexte**

Le Comité ne peut être expert dans tous les pays et les membres ont besoin de la participation des ONG et de la société civile pour garantir que leurs recommandations sont pertinentes au contexte. Comme le dit Lucy Smith, membre du comité pour la Norvège « *Bien entendu, le Comité essaie de ne pas poser de questions ou de ne pas faire de suggestions qui ne conviennent pas à certains pays. La pré-session et les informations écrites que nous obtenons devraient nous aider à éviter cette erreur.* »

- **Les observations finales ne sont pas assez « agressives »** (parce qu'elles n'ont pas force de loi)

Les activités de plaidoyer et les campagnes menées par les ONG suite au processus de reporting, la vaste diffusion des observations finales et la mobilisation de la société civile peuvent contribuer à ajouter un poids politique et moral aux recommandations du Comité.

## Objectifs et activités spécifiques liés aux activités de suivi et de reporting sur les droits de l'enfant

Dans la deuxième partie, nous nous sommes penchés sur la théorie qui sous-tend l'importance et les bénéfices du processus de reporting. Cette section s'intéresse à quelques-uns des objectifs spécifiques et réalisables que l'on peut chercher à atteindre et aux activités clés qui peuvent être entreprises pour y parvenir. Bien entendu, la liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ces activités ne sont pas obligatoires. Cette section a pour but de donner une idée de l'ampleur et de la qualité du travail impliqué dans le reporting dans le cadre de la CNUDE et de fournir quelques suggestions pratiques. Les sections suivantes fournissent des conseils et suggestions spécifiques concernant les différentes étapes individuelles du processus.

### **Objectif : Soutenir la mise en place/le renforcement d'une coalition efficace impliquant la société civile ou d'un réseau pour les droits de l'enfant**

#### **Activités**

- Faciliter des enquêtes de référence sur la prise de conscience des droits de l'enfant, le processus de reporting, etc.
- Ateliers sur les droits de l'enfant, la participation, la programmation basée sur les droits de l'enfant et le reporting dans le cadre de la CNUDE avec des acteurs et des parties prenantes appropriés
- Produire des dossiers d'informations sur la CNUDE
- Traduire et diffuser des documents appropriés
- Développer une stratégie commune sur les droits de l'enfant avec des acteurs clés de la société civile
- Renforcer les capacités de plaidoyer et de recherche (notamment la recherche à l'initiative des enfants)
- Activité de sensibilisation aux droits de l'enfant (sur toute la palette des objectifs !)
- Commander et entreprendre des recherches dans les zones prioritaires
- Développer une stratégie de recherche avec des acteurs clés
- Effectuer une analyse situationnelle complète sur les droits de l'enfant
- Produire un rapport alternatif

#### **Indicateurs de succès**

- Coalition active des acteurs de la société civile – rencontres régulières qui se poursuivent au delà du cycle de reporting immédiat
- Production d'un rapport alternatif basé sur des informations partagées et une analyse exacte des droits de l'enfant
- Les observations finales du Comité mentionnent les préoccupations des ONG et des enfants
- Plus grande prise de conscience parmi le public et la société civile des droits de l'enfant, du processus de reporting et des obligations du gouvernement

### **Objectif : Renforcer le rôle des enfants en tant que défenseurs du changement et des réformes**

#### **Activités**

- Former la société civile et les acteurs gouvernementaux sur la participation de l'enfant
- Ateliers pour développer des stratégies destinées à encourager la participation de l'enfant dans le processus de contrôle et de reporting
- Faciliter le développement de groupes d'enfants et soutenir la création de nouveaux groupes et réseaux d'enfants et de groupes d'enfants
- Faciliter les ateliers d'enfants et les groupes de réflexion sur les droits de l'enfant, la CNUDE etc.
- Produire des matériaux d'avant-garde adaptés aux enfants et au pays sur le processus de reporting
- Faciliter et soutenir la recherche dirigée par les enfants

- Faciliter et soutenir un espace pour les enfants afin qu'ils participent au processus de suivi, par exemple, organiser des forums pour faciliter l'interaction entre la société civile adulte et les groupes d'enfants
- Faire participer directement les enfants au reporting dans le cadre de la CNUDE, notamment organiser le cas échéant et si possible des rencontres avec les membres du Comité

#### **Indicateurs de succès**

- Production de plans d'action pour promouvoir la participation de l'enfant
- Augmentation du nombre de groupes et réseaux d'enfants
- Points de vue et expérience des enfants pris en compte (par le biais de recherches, consultations menées par les enfants etc.) dans les rapports de gouvernement, rapports complémentaires/rapports alternatifs et observations finales du Comité.

#### **Objectif : Engagement accru entre le gouvernement et la société civile au niveau du suivi, du reporting et de l'application des engagements nationaux conformément à ses obligations exposées dans la CNUDE**

##### **Activités**

- Plaidoyer et lobbying (et pendant le processus)
- Ateliers sur les droits de l'enfant, la participation etc. avec les acteurs gouvernementaux
- Visites d'études internationales et nationales au sujet de la participation de la société civile
- Activités pour nouer le dialogue avec les services gouvernementaux et les ministères responsables du reporting et de la mise en œuvre de la CNUDE – par ex : forums coopératifs pour analyser les recommandations du Comité
- Réunir le gouvernement et la société civile pour faire des projets sur l'exécution de la CNUDE et des observations finales du Comité

#### **Indicateurs de succès**

- Coopération entre le gouvernement et la société civile sur l'application de la CNUDE
- Le gouvernement s'engage constructivement aux côtés de la société civile à rendre des rapports au Comité et à réaliser suivi et mise en œuvre (de la CNUDE et des observations finales du Comité)

#### **Objectif : Améliorer la qualité du suivi et du reporting sur les droits de l'enfant et permettre de les répliquer**

##### **Activités**

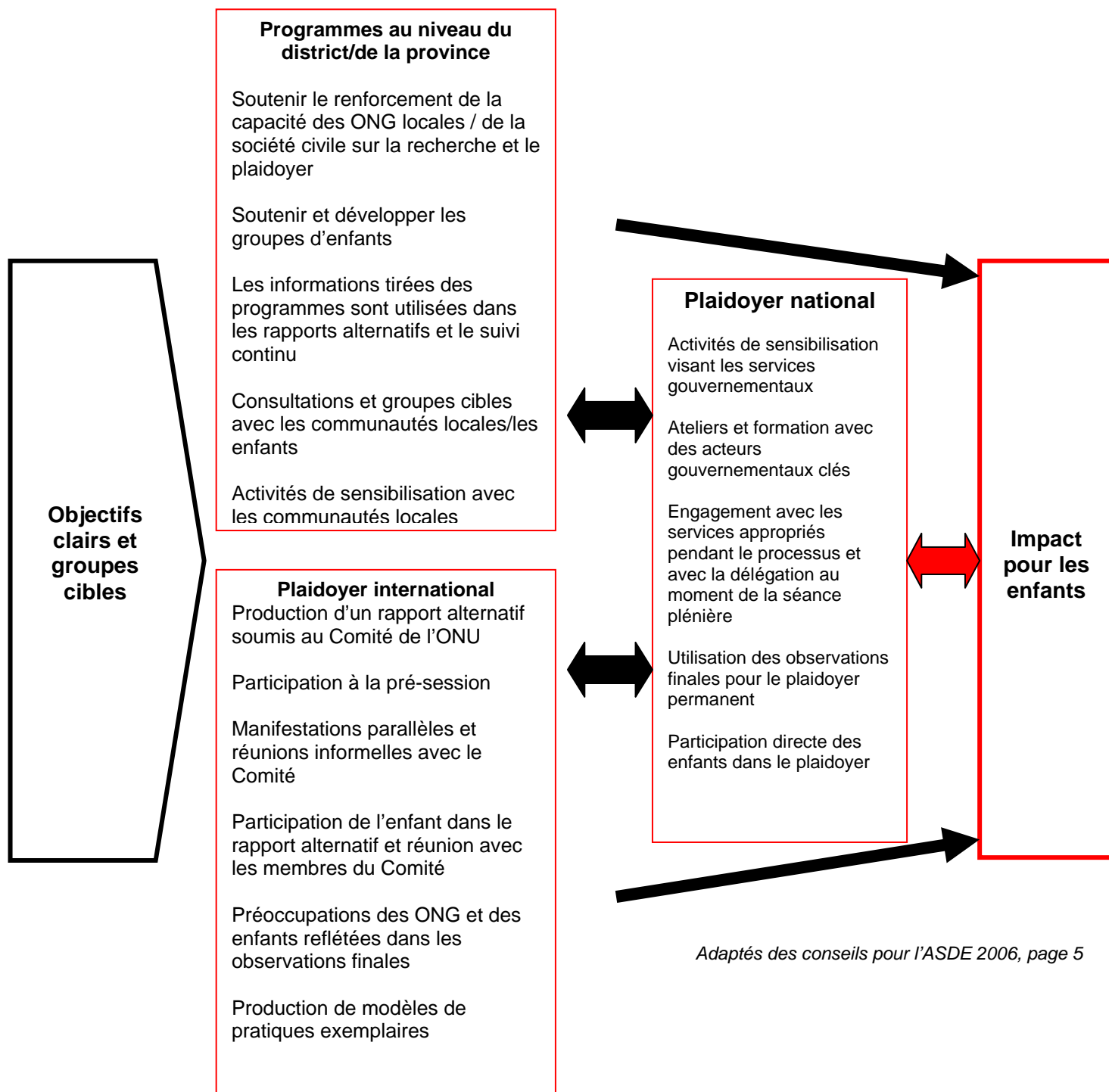
- Développer des points de référence et des indicateurs sur les droits de l'enfant
- Entreprendre et publier des recherches appropriées
- Organiser des conférences régionales pour favoriser l'apprentissage et le plaidoyer
- Mener des évaluations à mi-parcours et finales et diffuser les rapports
- Publier des études de cas / modèles de pratiques optimums et les diffuser
- Poursuivre le dialogue avec le Comité des droits de l'enfant, le groupe des ONG pour la convention sur les droits de l'enfant, les institutions académiques sur les droits de l'enfant, les bailleurs de fonds, etc.

#### **Indicateurs de succès**

- Des recommandations claires basées sur des expériences de projets communiquées sur le plan interne à la société civile, aux gouvernements et au Comité des droits de l'enfant
- Développement de points de référence et d'indicateurs des droits de l'enfant pour le suivi des progrès
- Les bailleurs de fonds et autres parties prenantes considèrent le processus de reporting dans le cadre de la CNUDE comme une excellente occasion de promouvoir les droits de l'homme

## Reporting dans le cadre de la CNUDE et le « Modèle pour impact »

Lors de la mise en œuvre de sa stratégie organisationnelle, Save the Children UK cherche à contribuer au respect des droits de l'enfant par le biais du *Modèle pour impact*, qui a été adapté ci-dessous pour montrer à quel niveau, certaines des activités principales liées au reporting dans le cadre de la CNUDE, mentionnées ci-dessus, entrent en jeu.



## Le rapport de l'État

Il est important que les ONG restent indépendantes pendant le processus de reporting. Cependant, elles peuvent participer à la préparation du rapport de l'État tout en maintenant leur indépendance. Par exemple, en facilitant les consultations avec les enfants et les communautés, en fournissant des données, en participant à des discussions préliminaires et en maintenant en permanence le contact avec des ministères et services clés. L'objectif final est un processus de reporting ouvert et transparent. Chaque programme individuel devra décider du juste équilibre à trouver pour y parvenir.

À ce stade, un certain nombre d'activités pourront avoir lieu :

### Recherche documentaire

- Consulter la base de données des organes de suivi des traités de l'ONU pour voir quand la publication du rapport de l'État est prévue
- Découvrir quel service est responsable de rédiger le rapport de l'État
- Réaliser le suivi des progrès lors de la rédaction du rapport. Ceci permet une bonne préparation du rapport de l'ONG et un engagement adéquat à la pré-session
- Consulter le rapport de l'État et les observations finales de la dernière série de reporting (le cas échéant) pour évaluer les progrès

### Plaidoyer et sensibilisation

- Encourager une soumission en temps voulu du rapport. Remettre le rapport en mémoire du gouvernement bien avant la date à laquelle il est attendu
- Encourager l'application des directives sur le reporting du Comité
- Rencontrer les services appropriés pour discuter les questions clés – faire des recommandations/faire part de préoccupations, autrement dit, ouvrir le dialogue !
- Plaider en faveur d'un processus ouvert et consultatif. Encourager la participation de l'enfant par le biais d'ateliers et de forums avec les acteurs gouvernementaux.
- Encourager la diffusion du processus de reporting par le gouvernement
- Sensibiliser d'avantage la société civile ; promouvoir « l'adhésion » au processus
- Faire participer les médias (*voir plus loin, page 49*)

### Soutenir le rapport gouvernemental (le cas échéant)

- Faciliter les consultations de l'enfant et de la communauté. Si le gouvernement n'est pas en mesure d'inclure les enfants et les communautés ou manque d'expérience, apportez-lui votre aide. Si vous facilitez les consultations, précisez bien qu'il s'agit d'une initiative gouvernementale qui bénéficie du soutien de Save the Children.
- Fournir des statistiques et données qui ne seront peut-être pas en possession du gouvernement. Un rapport gouvernemental complet, ouvert et sincère est le principal élément du processus. La fourniture d'informations n'affecte pas l'indépendance de l'organisation/de la coalition.

### Ne rédigez pas le rapport de l'État !

C'est l'État lui-même qui en est responsable. L'État est encouragé à consulter la société civile et les ONG peuvent avoir un rôle à jouer mais elles doivent garder leur indépendance afin de s'engager efficacement dans le reste du processus.



- Il est possible de consulter le statut de reporting de chaque État sur la base de données des organes de suivi des traités de l'ONU <http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf> (cliquez sur « statut de reporting » sur le menu de gauche puis cliquez sur la CDE et sélectionnez le pays approprié sur la liste)
- Vous trouverez des rapports d'État type sur le CD (7)
- Le site web du Comité contient également des informations sur les prochaines sessions et les rapports d'État qui seront étudiés <http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/sessions.htm>



## Le rapport complémentaire / alternatif de l'ONG

### Format et soumission

- Si possible, le rapport de l'ONG ne doit pas faire plus de 30 pages de long
- Il doit inclure un résumé de synthèse à puces
- Le rapport doit suivre la même structure thématique que le rapport de l'État (*voir la page 10 ci-dessus*)
- Il doit être rédigé dans l'une des trois langues de travail – anglais, français ou espagnol
- Il doit être soumis en 25 exemplaires (un pour chaque membre et pour le secrétariat) ainsi que sous forme électronique au moins 3 mois avant la pré-session afin qu'il soit pris en compte
- Dans une lettre de couverture, précisez si vous souhaitez que le comité maintienne toutes les informations ou sources confidentielles et indiquez si vous souhaitez participer à la pré-session
- Les rapports peuvent être soumis directement à l'Office du Haut Commissaire pour les droits de l'homme ou au groupe des ONG pour la convention des droits de l'enfant qui s'assurera qu'ils sont transmis au Comité.

Le rapport complémentaire/alternatif de l'ONG comprend deux éléments principaux : une analyse indépendante sur la situation des droits de l'enfant dans le pays et une analyse section par section du rapport de l'État. Ces deux sujets ne doivent pas faire l'objet de sections séparées dans le rapport ; ils doivent être couverts sous les différentes rubriques thématiques.

### 1. Analyse complète de l'application de la CDE dans le pays :

Elle doit comprendre :

- Le point de vue des enfants et leurs suggestions qui doivent être représentatifs de la diversité des situations dans le pays
- Une analyse de la loi et de la politique qui a trait aux droits de l'enfant
- Une analyse de l'application pratique de la législation
- Une enquête sur l'affectation budgétaire
- Un bilan des études, rapports, décisions judiciaires appropriés, etc.
- Données statistiques / ventilées pertinentes
- Sujets de préoccupation et recommandations des ONG

### Recherche et analyse :

- Mener une analyse situationnelle complète des droits de l'enfant conjointement avec les partenaires de coalition
- Analyser et diffuser les résultats. Partager les informations avec les partenaires de la coalition.
- Réaliser un exercice de cartographie pour identifier les porteurs de responsabilité et les décideurs *Voir également le toolkit de plaidoyer p 28-31 sur le CD (10)*

### Consultations avec les enfants et les communautés locales

- Réaliser des enquêtes de référence, organiser des groupes de discussion, ateliers, etc. conjointement avec les partenaires de coalition. Analyser et faire connaître les résultats.
- Travailler avec les enfants et les jeunes en qualité d'enquêteurs pour évaluer les progrès depuis le dernier exercice de reporting, la séance spéciale de l'ONU sur les enfants, etc.

### Plaidoyer et sensibilisation

- Sensibiliser les partenaires de la société civile et les services gouvernementaux appropriés au sujet des consultations
- Organiser des événements avec les enfants pour faire connaître le processus et soulever des questions importantes (*voir par exemple les études de cas 1 & 2*)
- Diffuser les résultats des consultations, enquêtes et groupes de discussion

### Autres conseils et suggestions

- Partagez la charge de travail entre les partenaires de la coalition
- Adoptez une approche basée sur les droits. Reliez les questions à des articles pertinents de la CNUDE
- Le cas échéant, faites référence à d'autres principes des droits de l'homme comme la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes du travail des enfants. Le Comité encouragera l'adhésion à ces instruments ou leur ratification. *Voir Annexe I au Commentaire général No. 5 sur le CD(4)*
- Abordez des problèmes qui n'ont pas été traités au préalable lors de séances précédentes avec l'État – le Comité s'intéresse aux informations les plus à jour
- Faites référence au plus vaste éventail de sources possible – législation, statistiques, ONG, rapports de l'UNICEF et du gouvernement, consultations avec les enfants etc.
- Complétez le rapport avec des études précédentes spécifiques menées par l'ONG – celles-ci pourront également être soumises au Comité.
- N'attendez pas le rapport de l'État. Commencez la préparation et la compilation du rapport de l'ONG bien avant la date à laquelle le rapport de l'État doit être remis.
- Fournissez des informations concises, pertinentes et objectives.
- Travaillez en coopération avec l'ombudsman/le commissaire aux droits des enfants ou l'institution nationale des droits de l'homme le cas échéant

### 2. Analyse section par section du rapport de l'État partie

Une fois que le rapport de l'État a été publié, il devrait être présenté par le gouvernement. Dans le cas contraire, il est possible d'en obtenir une copie auprès du secrétariat de la CDE à Genève (*coordonnées de contact ci-dessous, page 62*). Le rapport devrait être utilisé pour combler les lacunes du rapport de l'État et pour clarifier toute ambiguïté et toute erreur.

### Recherche et analyse

- Analyser le rapport de l'État afin d'identifier toutes lacunes, erreurs ou ambiguïtés
- Comparer avec l'analyse situationnelle des droits de l'enfant entreprise par Save the Children/l'ONG locale etc.
- Comparer avec le rapport d'État et les observations finales précédents (le cas échéant) pour identifier des tendances entre les rapports

### Autres conseils et suggestions

- Lisez les directives du Comité sur le reporting. Afin d'évaluer entièrement le rapport de l'État, il est important de savoir ce que demande le Comité.
- Ne finalisez pas le rapport de l'ONG avant que le rapport de l'État ait été évalué
- Évitez les opinions personnelles, les insultes ou le langage trop politique.
- Faites référence à la législation, aux statistiques et à d'autres informations factuelles pour compléter, soutenir ou contredire les commentaires de l'État
- Mentionnez d'autres engagements pris par le gouvernement, par exemple, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, « A World Fit for Children » (un monde digne des enfants) etc.
- Tirez parti de votre expérience. Intégrez les observations finales aux revues annuelles et aux évaluations d'impact. Ces informations seront extrêmement utiles pour les futurs rapports.
- Le rapport de l'État devrait être un processus vaste et consultatif - fournissez au Comité une idée de la façon dont il a été préparé :
  - Le gouvernement a-t-il consulté les ONG lors de la préparation du rapport ?
  - Les enfants ont-ils participé à la préparation du rapport ?
  - Dans ce cas, le rapport reflète-t-il leurs préoccupations et celles des ONG ?
  - Le rapport a-t-il été largement diffusé dans le pays ?

**Faites de la compilation du rapport un exercice aussi complet, spectaculaire et agréable que possible.**

Les activités qui entourent la production du rapport sont aussi importantes que le rapport lui-même – Organisez des événements à toutes les étapes clés du processus. Saisissez l'opportunité de promouvoir l'adhésion au processus parmi les détenteurs d'enjeux de la société civile. Faites participer les enfants !



### Soumissions des enfants et des jeunes au Comité

De 1998 à 2004, près de 16 rapports représentant des déclarations faites directement par des enfants et des jeunes ont été soumis au Comité des droits de l'enfant. Précédemment, la façon dont les enfants faisaient part de leur point de vue au Comité était plus indirecte et leurs commentaires étaient soit « filtrés » par le biais de la perspective des adultes soit n'étaient pas représentés du tout.

Grosso modo, les rapports se répartissent en 3 catégories :

- Les résultats des enquêtes menées avec les enfants et les jeunes
- Les commentaires directs et reproduits tels quels des enfants, accompagnés d'un commentaire de l'ONG
- Des rapports compilés et révisés par les jeunes

Le Dr. Wiebina Heesterman a effectué une analyse sur l'impact des points de vue et des recommandations des enfants et des jeunes sur les observations finales du Comité. Son analyse démontre que bien que certaines préoccupations des enfants aient eu une influence directe, d'autres ont été entièrement ignorées.

Par exemple, tous les rapports rédigés par les jeunes soulignaient l'importance du droit de jouer mais la question du jeu n'a jamais été abordée par le Comité au-delà des références aux éléments thérapeutiques du « divertissement ».

*« Le Comité reconnaît l'importance de la participation de l'enfant ... et incite les représentants des enfants et des jeunes à présenter des informations dans le contexte de comptes-rendus périodiques ... »*

Comité des droits de l'enfant

Par contre, les jeunes du Royaume-Uni avaient demandé des informations pour soutenir les jeunes homosexuels et transsexuels et bien que cette question n'ait pas été soulevée dans le rapport de l'État ou d'autres rapports des ONG, elle a été considérée par le Comité dans ses recommandations.

Par conséquent, le Comité n'a pas toujours fait preuve de cohérence au moment de prendre en compte les points de vue et les recommandations des enfants et des jeunes. Il est clair que des progrès sont nécessaires. Les points de vue des enfants sont essentiels au processus de reporting et à juger par les soumissions faites à ce jour par les enfants, ils démontrent un haut niveau de compétence. Les ONG ont un rôle important à jouer pour s'assurer que le point de vue des enfants continue à être présenté au Comité et qu'on lui accorde l'attention qui lui est due. SCUK est bien placée pour se charger de cette tâche.

***“An Assessment of the Impact of Youth Submissions to the UN Committee on the Rights of the Child”*** (Une évaluation de l'impact des soumissions des jeunes au Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant) du Dr. Heesterman est disponible sur le CD (7)

**Vous trouverez également sur le CD (7) des exemples des trois types de soumissions faites par des enfants et des jeunes, mentionnés dans le rapport.**

- **Vous trouverez d'anciens rapports alternatifs des ONG sur le site web de CRIN à <http://www.crin.org/docs/resources/treaties/crc.25/annex-vi-crin.asp>**
  - Des exemples de rapports alternatifs se trouvent sur le CD (7)
- **Pour plus d'informations sur les consultations avec les enfants, voir “So You Want to Consult With Children: A Toolkit of Good Practice” (Vous voulez consulter les enfants ? Des outils de pratique exemplaire) Alliance Save the Children 2003. Voir en particulier les p 23-39. Sur le CD (2) et en ligne à [www.savethechildren.net/alliance/resources/childconsult\\_toolkit\\_final.pdf](http://www.savethechildren.net/alliance/resources/childconsult_toolkit_final.pdf)**
- **Pour d'autres informations sur le contenu de certains droits, les ressources suivantes peuvent être utiles :**
  - Commentaires généraux du Comité - sur le CD (4) et en ligne à <http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/comments.htm>
  - Commentaires généraux des autres organes de suivi des traités de l'ONU <http://www.ohchr.org/english/bodies/treaty/comments.htm>
  - Rapports de divers rapporteurs spéciaux thématiques <http://www.ohchr.org/english/bodies/chr/special/themes.htm>

## Le groupe de travail présessionnel

### En quoi consiste-t-il ?

La réunion présessionnelle a lieu pendant une demi-journée (3 heures) et commence par des déclarations préliminaires des ONG, suivi des OIG et des institutions nationales des droits de l'homme indépendantes. Les délégués doivent indiquer au Président qu'ils souhaitent parler et seront alors invités à prendre la parole. Cette déclaration préliminaire ne devrait pas dépasser 10 minutes et devrait souligner les principaux problèmes auxquels sont confrontés les enfants ainsi que toute nouvelle information obtenue depuis la soumission du rapport de l'ONG. Elle ne devrait pas résumer le rapport de l'ONG ou expliquer le travail de l'ONG (cependant, l'ONG peut fournir des informations séparées par écrit). Il est conseillé de soumettre une transcription de votre présentation par avance.

Suite aux déclarations d'ouverture, le Comité pose 20 ou 30 questions à la fois, plutôt qu'une par une. Après une courte pause, les ONG et d'autres participants ont alors l'opportunité d'y répondre. Le Comité préfère les réponses par thème (là encore, en les regroupant sous les mêmes 8 modules que le rapport de l'État) et par la personne qui a le plus d'expertise dans ce domaine. Là encore, les réponses aux questions doivent être brèves et ne doivent pas dépasser les 10 minutes. Si de plus amples informations sont requises, le Comité posera des questions supplémentaires.

### Préparation

- Sélectionnez la délégation d'ONG/CONG – Le Groupe d'ONG pour la CDE recommande, afin de répondre aux questions générales posées par le Comité, qu'une délégation d'ONG/CONG comprenne de préférence au moins un juriste, un spécialiste dans l'un des domaines problématiques et une personne parfaitement au courant de l'application de la CNUDE dans le pays
- Identifiez les problèmes à mentionner et les questions à poser au gouvernement pendant la séance plénière
- Le cas échéant, vérifiez que la délégation des enfants est parfaitement au courant et participe pleinement aux préparatifs. Demandez l'aide du conseiller chargé de la participation des enfants
- Organisez une réunion privée avec les membres du comité. Le Comité préfère cette approche et les enfants ont rapporté que ces réunions étaient en ce qui les concerne la partie la plus utile (*Voir participation des enfants ci-dessous*)
- Assistez à une pré-session précédente pour voir comment fonctionne le système

### Avant la pré-session

- Rencontrez les responsables gouvernementaux pour discuter les points que vous comptez soulever, autrement dit, maintenez le dialogue !
- Faites participer les enfants aux préparatifs. Les enfants du Lesotho, par exemple, ont présenté leurs problèmes directement au parlement (*Voir Étude de cas 1, page 25*)
- Utilisez les médias, par exemple, les émissions radio pour faire connaître la session et le rapport alternatif de l'ONG. Contactez le Groupe des ONG pour obtenir des conseils sur la pré-session.

### À la pré-session

- Apportez des copies de toutes études, statistiques, etc. mentionnées dans votre présentation
- Parlez clairement et lentement pour permettre aux interprètes de faire leur travail
- Classez vos réponses aux questions du Comité par thème et demandez aux membres de votre délégation qui ont le plus d'expertise dans ce domaine d'y répondre
- Choisissez des questions clés comme sujet de discussion – soyez concis et objectif

### Après la pré-session

- Contribuez aux réponses écrites ou soumettez de plus amples informations séparément
- Faites part de vos réactions au Comité. Ils cherchent toujours à améliorer leurs méthodes de travail.
- Organisez une séance de débriefing pour les enfants. Certains enfants ne sont pas sûrs ou ne sont pas convaincus de l'utilité de participer au processus et d'avoir une réunion avec les membres du Comité. Il est essentiel de leur expliquer quelle sera l'étape suivante.
- Annoncez la prochaine séance plénière. Si possible, prenez des dispositions pour y participer.

#### Faites des recommandations

Le Comité encourage spécifiquement les recommandations des ONG qui ont une expertise du pays en question. C'est l'occasion d'influencer les observations finales du Comité. Voir par exemple, le rapport du groupe d'ONG de Norvège de 1994 CD(7)



#### Montrez comment les ONG peuvent contribuer à solutionner les problèmes soulevés

Le Comité conseille souvent au Gouvernement de demander l'aide des ONG. Expliquer comment les ONG peuvent apporter leur aide peut être bénéfique à la progression du plaidoyer/du travail programmatique.



UNECE

Palais Des Nations, Genève

### Participation de l'enfant à la pré-session

La réunion présessionnelle en soi est un processus formel et pourra ne pas être le meilleur mode d'engagement pour les enfants. Par exemple, les enfants du Lesotho qui ont participé à une session avec Save the Children se sont plaints que le Comité posait trop de questions en trop peu de temps et qu'il utilisait un jargon incompréhensible. Cependant, les enfants peuvent participer aux sessions et le font mais les événements qui entourent ces réunions formelles sont souvent des forums plus appropriés pour les enfants.

- Si vous avez besoin de conseils, contactez le conseiller chargé de la participation des enfants au bureau de Londres
- Comme toujours, assurez-vous que des systèmes de protection des enfants solides sont en place. Pour assister à la pré-session, les enfants doivent quitter leur environnement familial



- Obtenez les consentements nécessaires des enfants et de leurs parents/des personnes qui s'occupent d'eux
- Assurez-vous que les enfants sont convenablement informés, qu'ils comprennent les enjeux et les objectifs et résultats du processus de reporting
- Tenez compte de l'âge et des capacités des enfants qui composent votre délégation. Par exemple, il est déjà arrivé que de très jeunes enfants s'endorment en cours de session !
- Gérer les attentes. Certains enfants ne sont pas convaincus des avantages de participer au processus. Vérifiez qu'ils comprennent bien le processus et qu'ils sachent que cela marque le début d'un long processus de plaidoyer !
- Assurez-vous que le point de vue des enfants est bien représenté et qu'ils ne se contentent pas de réitérer les préoccupations des ONG.
- Faites participer les enfants qui ont joué un rôle dans la préparation du rapport de l'ONG
- La délégation des enfants devrait être représentative d'un large éventail d'enfants dans le pays
- Faites participer les enfants à la sélection des enfants qui feront partie de la délégation. Par exemple, en 2007, Child Rights Alliance England (CRAE) organise un concours « Get Ready for Geneva » (Préparez-vous pour Genève) pour décider qui fera partie de la délégation.
- Assurez-vous qu'une traduction adéquate est disponible, dans un style que les enfants pourront facilement comprendre
- Demandez au Comité d'éviter le jargon, les acronymes et tout langage trop compliqué

#### **Essayez d'organiser une réunion privée avec les membres du Comité à Genève**

« *Nous préférons avoir des rencontres séparées avec les enfants au cours desquelles nous nous asseyons parmi eux et nous avons une séance très informelle. Généralement, cette rencontre a lieu pendant la pause du midi. Il est aussi possible de se réunir avec les enfants le matin à 9 heures. Il n'y a pas beaucoup de temps pendant le dialogue de pré-session – 3 heures par pays seulement et souvent plusieurs personnes font des rapports – nous n'avons donc pas vraiment le temps de mettre les enfants à l'aise pendant la réunion présessionnelle. Au cours de la dernière pré-session, nous avons eu une réunion avec les enfants du Kenya qui a été très utile* » - Lucy Smith, Membre du Comité pour la Norvège

Suite au dernier rapport du Royaume-Uni, les enfants et les jeunes d'Angleterre ont déclaré que la réunion séparée avec les Membres du Comité avait été la partie la plus enrichissante de cette expérience.

#### **Prenez des dispositions pour que le rapporteur national du Comité rencontre les enfants et les jeunes dans leur propre environnement avant la pré-session**

Lucy Smith était Rapporteur pour l'Irlande en 2006. Elle explique : « *J'ai été invitée en Irlande par l'Ombudsman des enfants avant la pré-session en compagnie d'un autre membre du Comité. L'Ombudsman avait organisé des rencontres avec différents groupes d'enfants ce qui a été très utile, tout comme l'ensemble de la visite. Nous avons également eu des réunions avec les ONG, l'UNICEF et d'autres organisations. Tant que ce n'est pas le gouvernement qui nous invite, le Comité considère ces visites d'un très bon œil; mais nous n'obtenons pas de financement de l'ONU pour cela, nous devons donc recevoir une invitation de l'ombudsman, de l'UNICEF ou des ONG.* »

- **En septembre 2006, Save the Children UK a invité 30 enfants et jeunes du monde entier à participer à la Journée de discussion générale sur le droit d'être entendu du Comité qui a eu lieu à Genève.**  
Les documents préparatoires pour cet événement, les conseils pour les adultes accompagnateurs, des conseils sur la protection des enfants et diverses listes de contrôle et formulaire d'autorisation se trouvent sur le CD(2)
- **Pour des conseils sur les délégations d'enfants et comment créer un environnement habilitant, voir "So You Want to Consult With Children" (Vous voulez consulter les enfants ?) p 47-63. CD (2)**
- **Pour lire des expériences d'enfants sur le processus de reporting, voir "A Tool for Change" (Un outil pour le changement) p 38 et 39, CD (10).**

## La séance plénière

La séance plénière est également structurée autour de 8 modules de droits. Ils forment l'ordre du jour des discussions entre la délégation de l'État et le Comité. Les ONG peuvent participer à la séance plénière mais elles n'ont pas le droit d'intervenir. Cependant, elles peuvent participer et exercer leur influence sur le processus d'autres manières. Dès que les observations finales ont été émises, l'étape de suivi, de plaidoyer et de contrôle commence.

### Plaidoyer et sensibilisation

- Encouragez le gouvernement à participer – par le passé, les délégations gouvernementales étaient souvent peu nombreuses aux séances plénières
- Essayez d'influencer la composition de la délégation. Elle doit comprendre des représentants qui ont l'expérience et les connaissances appropriées ainsi que des hauts responsables autorisés à parler au nom du gouvernement
- Rencontrez la délégation pour parler des différents problèmes et faire vos recommandations
- Prévoyez d'inclure des enfants dans le processus – organisez une réunion entre la délégation des enfants et la délégation gouvernementale
- Rencontrez les membres du Comité de manière informelle entre la pré-session et la séance plénière
- Attirez l'attention du public sur la séance plénière – organisez des événements dans votre pays comme une séance plénière des enfants, publiez des communiqués de presse, diffusez largement le rapport de l'État et le rapport de l'ONG etc.
- Faites connaître les observations finales une fois qu'elles sont émises

### Recherche et analyse

- Assurez-vous que le Comité dispose de toutes les informations à jour avant la séance – fournissez des mises à jour écrites si nécessaire

### Stratégie de suivi et planification

- Organisez une réunion de coalition pour discuter la séance plénière et les observations finales
- Effectuez une évaluation du projet à ce jour ; les enfants ont-ils participé efficacement ? A-t-on tiré profit des capacités de la société civile pour prôner le changement ? Les préoccupations des ONG ont-elles été incluses dans les observations finales ?
- Communiquez les résultats aux enfants qui ont participé. Leurs recommandations/points de vue ont-ils été reflétés dans les observations finales ?
- Travaillez avec les enfants et les jeunes au développement d'un plan d'action
- Lancez la mise en œuvre des procédures de contrôle et de la stratégie de plaidoyer

#### **Si possible, participez à la séance plénière !**

Bien que les ONG n'aient pas le droit à la parole à cette occasion, il est important d'être présent pour plusieurs raisons :

- Cela permet aux ONG/CONG de rester présents pendant tout le processus, en prouvant au gouvernement leur engagement et en lui démontrant qu'elles suivent les événements – c'est une excellente opportunité de faire du lobbying
- Le compte-rendu analytique ne couvre pas tout ce qui a été dit au cours de la séance. Il est donc important d'être présent pour avoir une vue d'ensemble du dialogue entre le Comité et le Gouvernement.

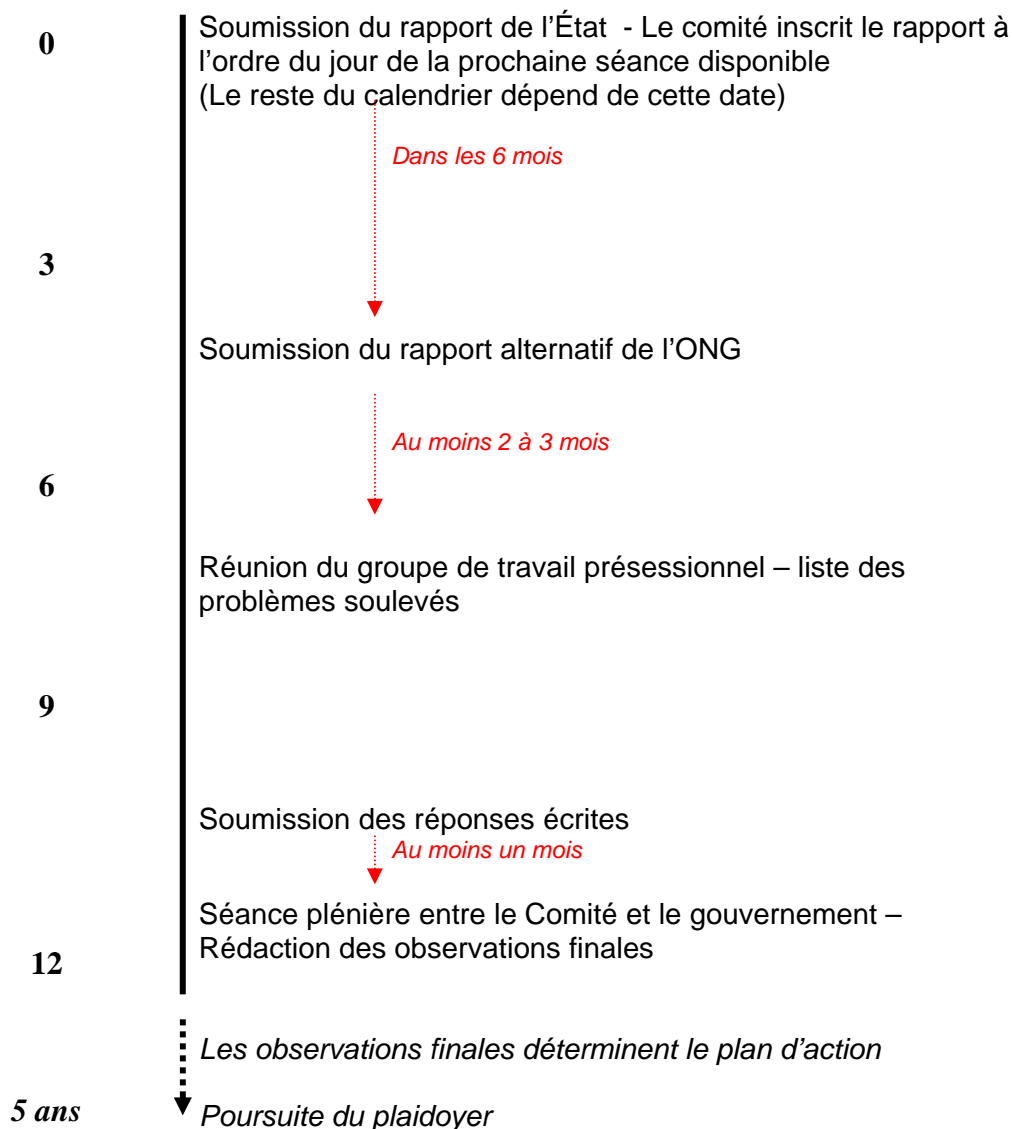


- **Les comptes-rendus analytiques des séances plénières sont disponibles en ligne sur la base de données des organes de suivi des traités de l'ONU à <http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf>** (Cliquez sur la CDE, à partir de la liste déroulante, cliquez sur « Compte-rendu analytique » et choisissez le pays correspondant)
- **Les résumés non officiels sont disponibles par le biais du Groupe des ONG pour la Convention sur les droits de l'enfant**  
<http://www.crin.org/resources/infoDetail.asp?ID=7599andflag=report>
- **Les documents sur les indicateurs concernant les droits de l'enfant (plutôt que les indicateurs de bien-être) se trouvent sur le CD (6)**

## Calendrier type du processus de reporting

Le calendrier du processus de reporting varie. Par le passé, il fallait parfois compter jusqu'à deux ans entre le rapport de l'État et les observations finales ; mais récemment, les choses se sont considérablement accélérées laissant aux ONG peu de temps pour se préparer. Le temps nécessaire dépend de la soumission du rapport de l'État, de la date à laquelle le comité se réunit et surtout, de sa charge de travail. Le Comité souhaiterait de préférence que l'ensemble du processus se limite à un an.

### Mois



**Prenez note des progrès dans la préparation du rapport de l'État.** Le rapport sera-t-il publié à temps ? Renseignez-vous sur la date à laquelle l'État compte soumettre le rapport.

**Anticipez la date de la pré-session.** Par exemple, si le rapport de l'État est soumis en août, il est peu probable que la pré-session ait lieu en septembre/octobre, mais elle pourrait avoir lieu en janvier.

**Contactez le groupe des ONG pour le Comité des droits de l'enfant** pour vous renseigner des calendriers actuels et pour savoir quand la pré-session pourrait avoir lieu

**Soyez prêt au cas où la pré-session aurait lieu plus tôt que prévu.** Préparez le rapport alternatif et toute présentation orale dans l'attente de l'analyse du rapport de l'État.

**Commencez les préparatifs de bonne heure avec les enfants et les jeunes** avec sincérité et respect pour les aider à participer.

## Étude de cas no. 2 : l'Angleterre

### John Errington, Directeur de programme pour l'Angleterre, décrit son expérience de participation des enfants et des jeunes au processus de reporting en Angleterre



En Angleterre, nous nous sommes efforcés dès le début d'encourager le gouvernement à nouer le dialogue avec les enfants et les jeunes mais le rapport ne semblait pas être une priorité. Il nous a fallu un an pour obtenir son accord et le financement nécessaire pour effectuer la consultation permettant aux enfants d'exprimer leur point de vue.

Nous avons mis en place un partenariat avec CRAE (Children's Rights Alliance England) pour effectuer le travail. Save the Children s'est chargé du travail sur le terrain avec 50 groupes composés de 500 enfants et jeunes. La plupart d'entre eux participaient à des projets communautaires etc. destinés à connaître le point de vue de groupes d'exclus et les autres venaient de diverses écoles. Dans la mesure du possible, nous avons organisé trois sessions par groupe. La première avait trait aux droits des enfants et à la CNUDE. La seconde était un groupe de discussion avec un ordre du jour très ouvert pour identifier problèmes et préoccupations et la troisième était une séance de feedback au cours de laquelle on leur montrait le rapport et on leur disait ce qui allait se passer. Ce processus a donné de bons résultats. De nombreux groupes avaient trouvé la première session stimulante et ont commencé, par exemple, à organiser leur propre consultation avec des pairs pour obtenir davantage d'idées pour les groupes de discussion. Lorsque tous les rapports ont été rendus, ils ont été analysés par notre responsable et par CRAE à qui nous avons demandé de fournir un point de vue indépendant sur le processus. Cela s'est avéré très utile pour garantir l'objectivité et pour éviter que l'on nous accuse de tenter d'imposer notre propre programme.

Nous avons identifié un certain nombre de problèmes suite à la consultation : écoute des enfants, baisse de l'âge du vote, lutte contre le racisme et la discrimination, promotion de la CNUDE, conditions de vie dans les maisons d'enfants, révision des allocations pour les jeunes, protection des réfugiés, formation et sélection des enseignants, violence contre les enfants, promotion de styles de vie sains, sécurité au sein de la communauté et lutte contre le harcèlement. 50 enfants de ces groupes ont été invités à un séminaire à Westminster où ils ont approfondi ces questions, fait des recommandations et où le Speaker et un ministre de l'éducation leur ont parlé.

Rédiger les recommandations finales n'a pas été chose facile et nous avons là encore demandé l'aide de CRAE pour formuler cette section et vérifier la fiabilité des preuves. Elles ont alors été présentées au député John Hutton par un groupe d'enfants et de jeunes. Il a eu l'air terrifié mais a bien répondu aux points soulevés.

À cause du retard pris par le Comité, deux rapports ont été soumis par le Gouvernement, le second étant une mise à jour du premier. Ni l'un ni l'autre ne mentionnait la consultation des enfants et des jeunes. Nous avons donc décidé d'envoyer le rapport de consultation directement au Comité. Dans les semaines qui ont précédé l'audience publique à Genève, nous avons invité le Président du Comité à venir à Londres pour rencontrer un groupe d'enfants. Cette rencontre a été un grand succès. Il a été accueilli à l'aéroport par deux très jeunes enfants qui l'ont conduit dans leur quartier à Londres. Ils se sont promenés avec lui et ont expliqué leur point de vue en lui montrant les conditions dans lesquelles ils vivent et lui ont demandé de prendre des photos avec un appareil photo qu'ils avaient apporté. L'après-midi, il a été conduit dans un centre de conférences où des enfants aux antécédents les plus divers ont organisé un faux procès de Tony Blair pour démontrer les violations des droits de l'enfant. Les seuls adultes présents ont été appelés par les enfants en tant que témoin et le procès ne manquait pas d'humour !

Le Président du Comité a été si impressionné qu'il a consacré une partie de son temps personnel aux enfants lors de la séance suivante de l'ONG à Genève avec le Comité. Il a déclaré que cela avait été un événement unique au monde et qu'il aimerait qu'il soit imité par d'autres pays. Il est évident que certaines observations finales se sont basées sur cette expérience.

Nous avons également emmené un groupe d'enfants et de jeunes à Genève pour les aider à présenter leurs preuves. Cette expérience a aussi été très positive malgré le manque de temps.



## Participation des enfants

La participation des enfants est un élément clé de la participation de Save the Children au processus de reporting. Le mot « participation » peut signifier beaucoup de choses : prendre part, être impliqué, influencer, contribuer, partager. Cependant, aux fins de ce document, on entend par participation de l'enfant son droit fondamental à influencer les processus, les décisions et les questions qui affectent sa vie. La participation de l'enfant n'est pas une simple question d'obligation morale mais également un droit reconnu par la loi et un principe général de la CNUDE.

### Quel est l'avantage de la participation des enfants aux initiatives de plaidoyer ?

- Les enfants ont le droit d'être entendus et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte.
- Elle assure la pertinence et le caractère approprié de la prise de décision publique et organisationnelle sur les questions relatives aux enfants en garantissant que ceux qui ont une expérience directe de la situation fassent entendre leur point de vue.
- Elle présente des avantages pour les groupes d'enfants les plus pauvres et les plus marginalisés. En fait, de tous les enfants, ce sont eux qui ont été le plus souvent exclus de la vie sociale, culturelle, politique et économique de leurs communautés et sociétés.
- Elle reconnaît le fait que les enfants sont des porteurs de droits et des protagonistes dans la protection et la promotion de ces droits.
- Elle permet d'inclure les enfants dans leur société en tant que citoyens actifs et responsables.
- Elle augmente la visibilité des questions relatives aux enfants et permet aux institutions adultes de mieux rendre des comptes sur ce qui arrive aux enfants.
- Elle donne aux enfants une tribune pour prôner le changement.

### Normes de pratique de Save the Children

Save the Children propose 7 normes de pratique de base en matière de participation des jeunes qui doivent être prises en compte pour planifier et soutenir la participation des enfants et des jeunes :

#### Une approche éthique : transparence, sincérité et responsabilité

Les organisations et les travailleurs adultes s'engagent à favoriser des pratiques de participation éthiques et à défendre au mieux les intérêts des enfants.

#### La participation des enfants est pertinente et volontaire

Les enfants participent aux processus et abordent les problèmes qui les concernent – soit directement soit indirectement – et ont le choix de participer ou non.

#### Un environnement habilitant et accueillant pour les enfants

Les enfants participent dans un environnement sûr, accueillant et encourageant.

#### Égalité des opportunités

Le travail de participation des enfants remet en question les schémas de discrimination et d'exclusion sans les renforcer. Il encourage les groupes d'enfants qui sont généralement victimes de la discrimination et qui sont souvent exclus d'activités à participer aux processus.

#### Le personnel est efficace et sûr de lui

Le personnel et les responsables adultes dont le rôle est de soutenir/faciliter la participation des enfants sont formés et aidés afin qu'ils s'acquittent le mieux possible de leurs responsabilités.

#### La participation encourage la sécurité et la protection des enfants

Les politiques et procédures de protection des enfants constituent un élément essentiel du travail de participation avec les enfants.

#### Garantir le suivi et l'évaluation

Le respect à l'égard de la participation des enfants est démontré par un engagement à communiquer les résultats et /ou à fournir un suivi et à évaluer la qualité et l'impact de leur participation.



**Lorsque vous faites participer des enfants et des jeunes à des initiatives de plaidoyer, vous ne devez pas...**

- Faire participer les enfants et les jeunes uniquement pour la forme
- Parler au nom des enfants et des jeunes sans leur autorisation
- Essayer de modifier ou d'influencer leur contribution

**Lorsque vous faites participer les enfants et les jeunes à des initiatives de plaidoyer, vous devez ...**

- Obtenir l'engagement de tous les protagonistes, les enfants comme les adultes, de respecter le point de vue de l'autre et de rechercher ensemble un résultat positif
- Tenir compte de l'étape de développement et de la maturité des enfants et utiliser des méthodes et approches adaptées et qui savent en tirer parti
- Être attentif et réactif au contexte dans lequel vivent les enfants
- Prévoir des lieux de rencontre et faciliter des activités et événements destinés à encourager la participation des enfants
- Savoir quand et comment intervenir pour soutenir le processus tout en encourageant la croissance et le développement des enfants
- Laisser aux enfants le temps nécessaire pour travailler ensemble et se faire leurs propres opinions
- Expliquer aux enfants les raisons de leur participation et les conséquences possibles de différentes alternatives afin de leur offrir la possibilité de ne pas participer (ce qui est aussi important que le droit de participer)
- Assurer l'accès à des informations pertinentes préparées d'une façon accessible aux enfants



Anna Kari

Des enfants jouent dans une cour dans la cité Ford, à Sunderland, en Angleterre

- **Soyez prêt à écouter les priorités des enfants**
- **Gardez vos objectifs bien en tête**
- **Définissez clairement les limites de l'initiative envisagée**
- **Faites les recherches nécessaires**
- **Soyez prêt à interroger les enfants sur les différents modes de participation**
- **N'oubliez pas que les enfants ne sont pas un groupe homogène**
- **Soyez prêt à mettre de côté le temps et les ressources nécessaires**
- **N'oubliez pas qu'il est important de travailler avec les adultes ainsi qu'avec les enfants**
- **Attendez-vous à être critiqué**

*« Le Comité reste déterminé à explorer des moyens d'améliorer la participation... il encourage en particulier les enfants à participer davantage aux séances d'informations nationales qui précèdent la session »*

**Comité des droits de l'enfant**

**Vous trouverez des ressources sur la participation des enfants sur le CD(2) – Le dossier se divise en deux parties :**

- **Conseils et outils** – contient les boîtes à outils, des conseils de SCUK, des normes de pratique et des listes de contrôle, formulaires importants etc.
- **Apprentissage** - contient des rapports, des articles et des études de cas



## Plaidoyer

Le plaidoyer est l'une des contributions clés des ONG pendant le processus de reporting. Il est crucial de mettre en place une stratégie de plaidoyer claire qui intègre ce processus. Cela signifie exprimer clairement sur **quelles** politiques et actions il faut agir ; **qui** est en mesure d'apporter ces changements et **comment** influencer ces décideurs.

### Quels changements préconisons-nous ?

- Identifiez les questions clés et les changements souhaités en développant l'ASDE et la PPT
  - Quels droits ne sont pas appliqués ?
  - Pourquoi ces droits ne sont pas appliqués ?
  - Qui est le principal porteur de responsabilités ?
  - Quels obstacles se dressent ?
  - Quelles mesures pourraient résoudre cette violation ?
  - Comment pouvons-nous garantir la participation sérieuse des enfants ?
- Sélectionnez des mesures politiques spécifiques qui se prêtent au plaidoyer plutôt que des approches programmatiques
- Reliez certaines questions aux articles de la CNUDE (ex : discrimination – art. 2, éducation – art. 28)
- Vérifiez que l'État n'a pas émis une réserve sur ces articles !
- Y a-t-il un mouvement suffisant en faveur du changement ? Autrement dit, le changement politique sur le point en question est-il un objectif réaliste ?
- Envisagez les objectifs à court et à long terme
  - Un objectif à long terme est une vision réalisable
  - Un objectif à court terme est une étape concrète pour réaliser cette vision
- Assurez-vous que les objectifs de l'activité de plaidoyer sont **S.M.A.R.T.** – spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et définis dans le temps.
- Assurez-vous que les objectifs sont orientés vers le changement – c'est-à-dire orientés vers une amélioration souhaitée pour résoudre une violation des droits des enfants
- Tenez compte des questions suivantes lorsque vous fixez des buts et objectifs :
  - *Quel est l'objectif que je cherche à atteindre ?*
  - *Qu'est-ce qui m'empêche de l'atteindre ?*
  - *Que dois-je faire pour résoudre le problème ?*

### Qui peut réaliser les changements ?

#### Objectifs

- Soyez aussi spécifique que possible – identifier des individus et des services plutôt que des ministères
- Recherchez des processus de prise de décision et les porteurs de responsabilités
- Demandez-vous où se trouve le vrai pouvoir. Identifiez les personnes responsables des problèmes qui vous intéressent et les individus qui ont le pouvoir d'apporter des changements politiques – reportez-vous à toute cartographie réalisée pendant la préparation du rapport alternatif (*Voir également SCUK Advocacy Toolkit [la boîte à outils pour le plaidoyer de SCUK], p 33 & 34*)
- Identifiez ceux qui peuvent influencer les décideurs comme les hommes politiques, les syndicats d'enseignants, les parents, etc.
- N'oubliez pas de tenir ces informations à jour. Les gens, les services et les responsabilités changent !

## Alliés

- Qui a la volonté ou le pouvoir de nous aider à militer pour le changement ? Pensez à d'autres personnes que celles avec qui vous travaillez déjà ou habituellement
- Serait-il préférable de travailler ensemble pour obtenir de meilleurs résultats ou devrait-on répartir le travail entre les membres de la coalition en fonction de leur domaine d'expertise ?
- Faites participer les enfants à la défense de leurs propres droits ! À l'étape de la planification, travaillez avec les enfants et les jeunes pour envisager comment et quand on pourrait faire participer les enfants.

## Comment pouvons-nous influencer ceux qui détiennent le pouvoir ?

### Concentrez-vous sur les questions clés pendant tout le processus de reporting

Le processus de reporting est *l'occasion rêvée* de tirer parti du changement à la disposition de la société civile et du gouvernement. Il comprend le plaidoyer au niveau national et international, la sensibilisation du public au niveau national et international, le développement des capacités, l'établissement de coalitions et la participation des enfants. Tous ces facteurs donnent plus de poids à Save the Children, pour militer en faveur de changements significatifs pour les enfants.

**Faites participer les médias** (C'est une méthode peu coûteuse mais qui peut être très efficace !)

- Assurez-vous que votre stratégie avec les médias est bien planifiée
- Mobilisez les médias et travaillez avec les initiatives média qui visent les enfants
- Identifiez quels médias atteindront vos publics cibles
- Préparez une liste de contact de journalistes
- Préparez des experts pour faire des présentations sur les questions clés
- Préparez des messages à diffuser au public
- Lorsque vous préparez des communiqués de presse, n'oubliez pas qu'il doit s'agir de « nouvelles ». Pour quelle raison la publication devrait-elle couvrir ce sujet ?
- Utilisez des citations percutantes et évitez le jargon
- Faites preuve de créativité ! Envisagez des façons originales et accrocheuses de faire passer le message.

Par exemple :

- Invitez des journalistes à des événements auxquels participent des enfants ; par exemple, le faux procès de Tony Blair organisé par le Programme anglais et CRAE (Étude de cas 2)
- Rassemblez des citations des enfants basées sur leur expérience
- Écrivez une lettre ouverte au gouvernement

*« ...les médias jouent un rôle considérable pour concrétiser les principes et les normes de la Convention...les médias pourraient également jouer un rôle crucial dans l'application réelle des droits de l'enfant »*

**Comité des droits de l'enfant**

### Autres conseils et suggestions

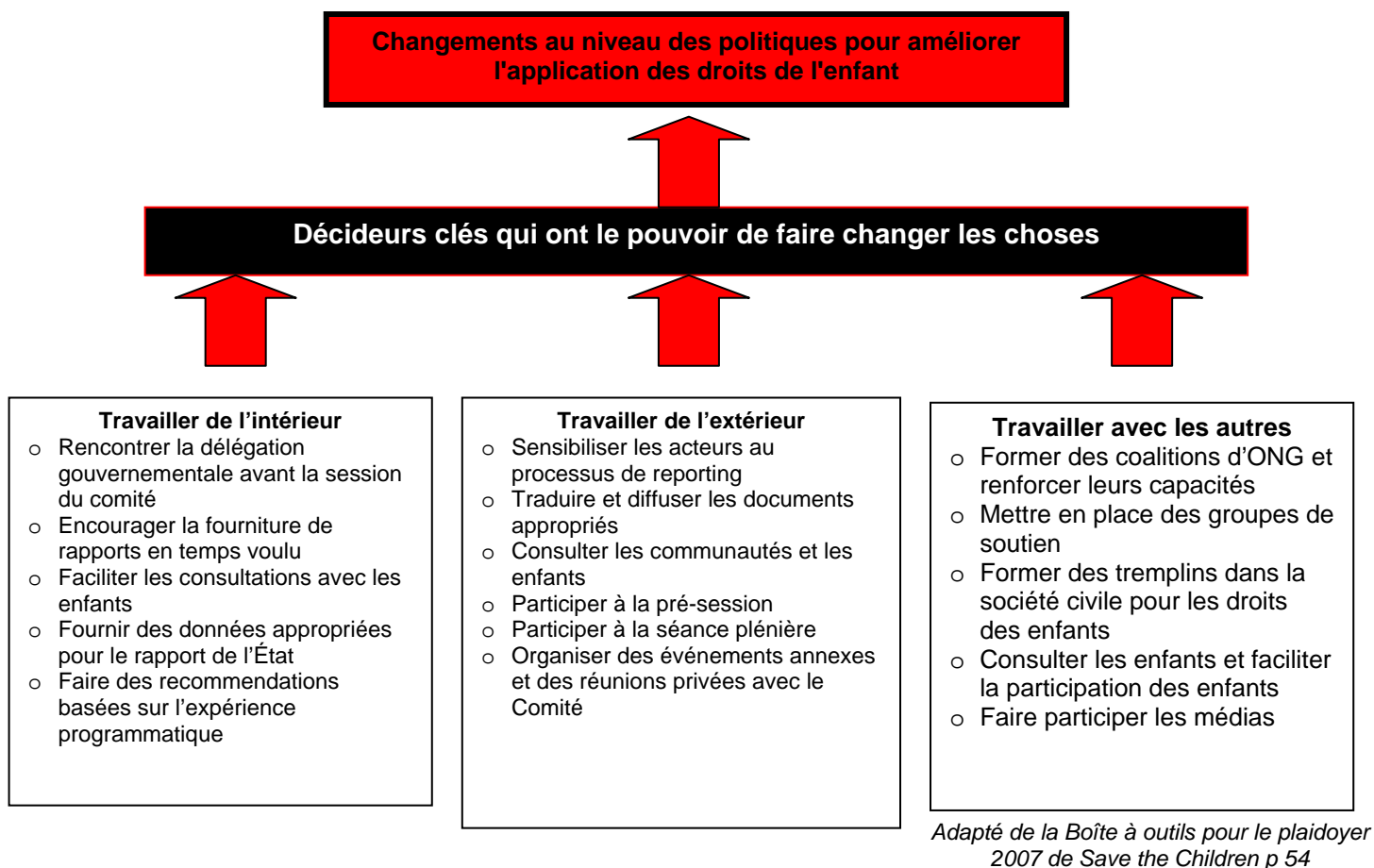
- Planifiez votre stratégie de plaidoyer bien en avance. Suite à l'étude de cas anglaise précédente (page 46), John Errington déclare *« Avec le recul, nous aurions dû réserver de la capacité pour les activités de plaidoyer après la réception des observations finales. Le débat parlementaire a été très superficiel car le gouvernement souhaitait enterrer les critiques. Nous aurions dû préparer un plan d'action pour soutenir nos activités de plaidoyer »*
- Exercez des pressions sur les décideurs (*Si vous avez besoin de conseils, voir l'Advocacy Toolkit (Boîte à outils pour le plaidoyer p. 58-60)*)

- Menez des campagnes publiques basées sur les questions clés (*Boîte à outils pour le plaidoyer p 61 & 62*)
- Soyez prêt à répondre aux observations finales
- Servez-vous des observations finales pour identifier les objectifs de plaidoyer – identifiez les principales recommandations au sujet des quatre objectifs thématiques et les stratégies de soutien
- Effectuez des évaluations de risque – que peut-on faire pour minimiser le risque ?
- Soyez proactif – identifiez des opportunités de plaidoyer comme les élections, les débats parlementaires, la publication d'études clés, des dates clés comme la Journée des droits de l'homme, la Journée mondiale contre le SIDA ou la Journée mondiale contre le travail des enfants etc.
- Créez des messages clairs et simples ; assurez-vous qu'ils sont accessibles à tous les publics y compris les enfants (*Boîte à outils pour le plaidoyer p. 47*)
- Diffusez largement le rapport de l'État, le rapport alternatif et les observations finales – Soulignez les principaux domaines de préoccupation
- Faites traduire les documents dans les langues locales et dans un style adapté aux enfants ; demandez aux enfants de vous aider, par exemple, en vous faisant savoir ce qu'ils ne comprennent pas.
- Assurez-vous que vous disposez de tous les faits et de l'expertise requises et transmettez les informations aux membres de la coalition
- Soutenez les propres initiatives de plaidoyer des enfants

**Identifier les leviers, les opportunités et les relations pendant tout le processus de reporting**

- Participer au rapport de l'État permet d'établir des liens avec les services gouvernementaux
- Préparer le rapport alternatif peut contribuer à établir la cartographie des services, ministères, porteurs de responsabilités et décideurs appropriés
- Ouvrir des voies de communication avec le gouvernement avant la pré-session, rencontrer la délégation gouvernementale avant la séance du Comité, organiser des événements avec les enfants etc. est utile aux futures activités de plaidoyer sur des questions spécifiques
- L'UNICEF et d'autres agences participent également au processus de reporting – c'est donc également l'occasion d'exercer des pressions sur eux

## Opportunités de plaider dans le processus de reporting



- Cette section se base en grande partie sur l'Advocacy toolkit (la boîte à outils pour le plaidoyer) rédigée par Louisa Gosling, Julia Sherwood et Constanza De Toma (janvier 2007). C'est un document détaillé et extrêmement utile pour préparer une stratégie de plaidoyer. Un exemplaire de ce document se trouve sur le CD (10)

## Travail dans le cadre d'une coalition

La stratégie de coalition de SCUK doit prendre en considération les deux éléments fondamentaux suivants :

1. **Il doit y avoir une excellente raison de participer à une coalition et tout travail dans le cadre d'une coalition doit s'accompagner d'objectifs clairs pour toute année donnée**
2. **Le personnel doit s'efforcer d'appliquer des pratiques optimums lorsqu'il travaille dans le cadre d'une coalition**

Cette section suivra donc ce cadre stratégique et mettra en exergue quelques-uns des arguments en faveur du travail en coalition en rapport avec le reporting dans le cadre de la CNUDE et citera quelques-unes des pratiques optimums à prendre en compte.

### Justification

- **Le reporting dans le cadre de la CNUDE a une orientation stratégique**
  - Le reporting dans le cadre de la CNUDE est un élément central de la stratégie de soutien des droits de l'enfant et peut être utilisé pour évaluer la performance de l'État en rapport avec tous les thèmes centraux de SCUK au niveau international
- **Nos objectifs au sein de la coalition sont clairs**
  - Les objectifs du processus de reporting ont déjà été expliqués en détails ; cependant, voir également « *nous obtiendrons de meilleurs résultats qu'en travaillant seuls* » et les suggestions de pratiques optimums ci-dessous.
- **Le reporting dans le cadre de la CNUDE implique de travailler avec des « collaborateurs préférés », par exemple:**
  - Organisations dirigées par les enfants et des enfants qui mènent des campagnes
  - Organisations qui mènent des campagnes (sur les questions relatives aux enfants)
  - Organisations de défense des droits de l'enfant
  - Organisations des droits de l'homme
- **Nous ajoutons efficacement de la valeur et nous prenons l'initiative sur les questions fondamentales**
  - Souvent, Save the Children sera la plus grande organisation en faveur des droits de l'enfant au sein de la coalition. Elle disposera des plus importantes ressources et de l'expérience requise.
  - Au Royaume-Uni, nous sommes l'organisation principale et nous coordonnons les réponses de l'Angleterre, de l'Écosse, du pays de Galles et d'Irlande du nord
  - Au Ghana, Save the Children a lancé la coalition dans le cadre de la CNUDE et a également fait participer Save the Children Suède qui a financé le rapport de l'ONG et s'est chargé de la formation
  - Au Lesotho, nous avons fourni un soutien administratif et nous avons pris la direction des opérations dans le domaine de la participation des enfants
  - NB – Save the Children peut avoir une grande influence et elle doit en user avec précaution. Voir les pratiques exemplaires ci-dessous
- **Le reporting dans le cadre de la CNUDE encourage l'établissement d'une tribune nationale sur les droits de l'enfant**
  - Save the Children peut contribuer à développer la capacité de la société civile/des ONG locales, ce dont les enfants continueront à bénéficier même si nous partons

- **Nous obtiendrons de meilleurs résultats qu'en travaillant seuls**
  - Les coalitions ont le potentiel de rassembler tout un éventail d'expertises et de sphères d'influence
  - Charge de travail, ressources et nouvelles méthodes de travail peuvent être partagées
  - Le comité accordera plus de poids à un rapport rédigé par une coalition et le gouvernement aura plus de mal à le discréditer
  - La délégation qui participe à la pré-session peut représenter de nombreuses ONG même si leurs membres individuels ne peuvent être présents
  - Les coalitions peuvent ajouter autorité et crédibilité au processus de reporting et de plaidoyer
  - Les coalitions peuvent partager des informations sur leur domaine de spécialité afin d'améliorer le suivi. Ces informations sont alors utilisées dans de futurs rapports.

- **À propos de la valeur ajoutée qu'apporte la participation de Save the Children au processus de reporting, voir “*Un outil pour le changement*” p. 30 – 38. CD (10)**
- **Une évaluation de la coalition des ONG pour les droits de l'enfant au Lesotho, rédigé par Kevin Byrne, se trouve sur le CD (6)**



### Pratiques optimums

Dans l'étude de Daniela Baro, les programmes nationaux soulevaient un certain nombre de questions et défis clés en rapport avec les coalitions. Certaines de ces questions sont traitées ci-dessous et sous chaque rubrique, vous trouverez des suggestions pour y répondre. Bien entendu, cette liste n'est pas exhaustive et il y a quelques recoupements entre certaines suggestions et certains points.

- **Incertitude au sujet du rôle de Save the Children**, par exemple si l'UNICEF ou d'autres membres de l'Alliance participent déjà
  - Vérifiez que les conséquences en matière de capacité et les répercussions organisationnelles plus vastes sont prises en compte par avance. Quel est le rôle précis des membres de l'Alliance, de l'UNICEF, etc. ? Comment pouvons-nous travailler ensemble ?
- **Questions d'adhésion au processus.** Certains membres sont-ils « responsables » ?
  - Il est possible que parmi toutes les ONGI participantes, Save the Children soit la plus grande et celle qui bénéficie des ressources les plus importantes. Il est important d'éviter de « prendre les commandes » avec pour objectif principal de faciliter et de soutenir l'engagement de la société civile.
  - Mettez en place un comité de coordination élu
  - Respectez le processus de prise de décision
  - Vérifiez que les budgets et les engagements financiers sont convenus – Allouez le rôle de suivi budgétaire et de vérification du respect des engagements à un comité/groupe de travail

**Nota :** Il est essentiel que Save the Children use avec prudence de ses relations de pouvoir et réfléchisse attentivement à la question d'adhésion et de renforcement des capacités. Au bout du compte, ce sont l'État et la société civile qui doivent s'engager à effectuer les changements nécessaires. Le rôle de SCUK est de soutenir ce processus.

Afin d'éviter d'affaiblir les ONG locales, il est important de considérer la coalition moins comme une opportunité de programme par le biais duquel Save the Children pourrait réaliser des changements que comme une institution en faveur des droits de l'enfant avec laquelle collaborer et à laquelle nous pouvons offrir notre aide.

C'est pourquoi il pourra parfois être nécessaire de soumettre un rapport séparé ou de prendre du recul et d'adopter plutôt un rôle de soutien. Cela dépendra des circonstances individuelles de chaque programme.

- **Inclusion et participation** de tous les membres de la coalition, y compris les enfants
  - Établir par avance et respecter des processus de base : préparation de l'ordre du jour, prise de notes, prise de décision, utilisation de logos/marques, accords de collecte de fonds, communication entre les réunions, leadership et gouvernance, approbation de déclarations publiques, critères d'adhésion, comportements positifs pendant la réunion et fréquence des réunions, etc.
  - Parfois les conditions ne sont pas réunies pour une participation sérieuse et éthique des enfants dans un processus particulier et/ou les partenaires de la coalition ne sont pas d'accord. Dans certains cas, si les partenaires ne peuvent être influencés ou le processus adapté, Save the Children pourra choisir de se retirer de ces coalitions ou processus. Savoir dire non est parfois un bon moyen de montrer ce que nous entendons par participation éthique et sérieuse de l'enfant.

- **Représentation réelle de la société civile**
  - Assurez-vous qu'un large éventail d'organisations, de groupes communautaires et d'enfants participent.
  - Respectez la diversité des points de vue et assurez-vous que tout le monde a droit au chapitre. En tant qu'ONGI de grande taille et bénéficiant de ressources importantes, il convient parfois que Save the Children ne soit pas considéré comme exerçant une influence trop forte ou un contrôle excessif.
- **Faire face aux conflits/aux tensions internes entre les intérêts des divers membres**
  - Créez une vision, une mission et une stratégie claires pour la coalition
  - Assurez-vous que des protocoles appropriés sont en place en ce qui concerne les autorisations, les médias, la résolution des litiges etc. pour éviter les futurs problèmes
  - Assurez-vous de la participation sérieuse de tous les membres
  - Concentrez-vous sur les objectifs de la coalition, plutôt que sur des objectifs externes
- **Faire face à divers niveaux d'engagement/participation limitée**
  - Envisagez différents niveaux/types de participation : membre à part entière, membres associés, observateurs, etc.
  - Assurez-vous que les engagements sont compris, convenus et régulièrement revus
- **Différentes positions idéologiques au sujet des enfants** parmi les membres
  - Assurez-vous que les intérêts et la position de Save the Children sont correctement représentés
    - Le travail doit se baser sur la programmation dans le domaine des droits de l'enfant
    - Les enfants sont des détenteurs d'enjeux essentiels dans le processus
    - La politique de protection de l'enfant doit être discutée, convenue et adoptée
    - La documentation et l'apprentissage doivent faire partie intégrale de toute relation de collaboration
  - Recherchez activement les « collaborateurs préférés »
  - Mettez-vous d'accord sur des messages clés et les objectifs de la coalition
  - Assurez-vous que des procédures sont en place pour gérer les conflits à propos de décisions, pour traiter de violations des accords passés entre les partenaires, et pour prendre des décisions lorsqu'il n'y a pas suffisamment de temps pour une consultation complète.
- **Un trop grand nombre de réseaux et trop de membres peuvent réduire l'efficacité**
  - Limitez le nombre de membres si nécessaire ; assurez-vous que la taille de la coalition est adaptée aux objectifs
  - Assurez-vous que les rôles des membres sont clairs et convenus à l'avance
  - Une bonne division du travail est essentielle pour travailler efficacement, Établissez des groupes de travail etc. au sein de la coalition
- **Garantir la mémoire institutionnelle**
  - Trouver une solution au déséquilibre entre les membres très bien informés et les membres peu informés. Partagez l'accès à l'information.
  - Faites participer tous les membres à l'évaluation et au suivi du projet

- **Tirer parti du dynamisme généré pendant la période de reporting** - y compris un engagement vis-à-vis du suivi
  - Convenez d'une stratégie pour la coalition qui va plus loin qu'un simple rapport alternatif
  - Assurez-vous que les objectifs convenus sont clairement exposés pour le suivi
  - Organisez des réunions de suivi régulières
  - Continuez à partager enseignements et expériences
  - Confiez aux membres le suivi de différents points mentionnés dans les observations finales - prévoyez des progrès dans les bilans annuels et faites en part aux autres membres
- **Trouver un juste milieu entre transparence et crainte d'une réaction négative de la part des autorités**
  - Insistez sur le fait que la nature et l'objectif du reporting dans le cadre de la CNUDE ne sont pas conflictuels
  - Communiquez avec le gouvernement pendant tout le processus de reporting
  - Assurez-vous que les messages, publications, etc. ne sont pas tendancieux et ne sont pas basés sur une opinion personnelle
- **Trouver des moyens d'établir un dialogue constructif et coopératif avec le gouvernement**
  - Partagez contacts et méthodes de travail avec les membres de la coalition
  - Suggérez dans le rapport alternatif comment les ONG peuvent apporter leur aide sur les sujets soulevés
  - Entamez le dialogue avec le gouvernement avant la pré-session pour discuter les problèmes clés

**Soutenir la capacité des ONG locales à prêcher en faveur des droits de l'enfant**

L'un des principaux avantages du processus de reporting de la CNUDE est qu'il aide les ONG locales à réaliser un plaidoyer durable en faveur des droits de l'enfant

- Production de boîtes à outils sur le plaidoyer et distribution de dossiers d'informations
- Organisation d'ateliers de formation sur la CDE, la participation et le plaidoyer
- Diffusion de documents de plaidoyer clés aux ONG locales, par exemple, le rapport de l'État, les observations finales, la législation correspondante, etc.



- Le groupe des ONG pour la CDE a publié un guide détaillé sur les coalitions pour le reporting dans le cadre de la CDE intitulé "*Networking for Children's Rights*". (Établissement de réseaux pour les droits de l'enfant) CD (10)



Louise Dyring Nielson/Save the Children Danemark

Des enfants dans une cour de récréation construite par Save the Children à Cuale, en Angola

## Étude de cas 3 : le Yémen

### Save the Children Suède utilise le processus de reporting en tant qu'outil de plaidoyer pour lutter contre la violence subie par les enfants

L'étude de cas suivante est tirée du rapport **Global Capacity Building Workshop on Community and Child Centred Advocacy** (Atelier de renforcement de la capacité globale sur le plaidoyer axé sur la communauté et l'enfant) organisé par l'Alliance Save the Children en mars 2006 à Katmandou. *Le rapport se trouve sur le CD(10)*

Le Yémen a ratifié la CNUDE en 1991 et son troisième processus de reporting périodique a eu lieu pendant 2004/2005. L'un des grands défauts des deux précédents rapports était cependant que les questions de violence contre les enfants n'avaient pas été suffisamment prises en compte que ce soit par le gouvernement ou les ONG et qu'aucun plan de suivi sérieux n'avait été élaboré pour appliquer les observations finales.

Save the Children Suède a travaillé avec la Yémen Coalition for Child Rights Care (la coalition du Yémen en faveur des droits de l'enfant) pour soumettre un rapport alternatif au Comité des droits de l'enfant dans lequel était mentionnée la question des violences commises contre les enfants. De plus, un rapport d'un assistant social a souligné le point de vue des enfants. Des ateliers et une formation sur les droits de l'enfant ainsi que des activités de sensibilisation ont également eu lieu pendant ce temps. En février 2005, la Coalition a eu une discussion à ce sujet avec le Comité lors de la réunion présessionnelle de Genève.

Les observations finales du Comité suite au troisième processus de reporting comprenaient entre autres :

- La révision de la législation existante et l'interdiction explicite de toute forme de punitions physiques et humiliantes
- La formation des enseignants et des parents sur d'autres modes de punition
- Le lancement de campagnes de sensibilisation sur l'impact négatif des punitions physiques et humiliantes

Bien que les observations finales n'aient pas force de loi, ce sont des recommandations qui proviennent d'un organisme international dont la mission est de surveiller les obligations de l'État et qui ont donc un poids politique et moral important. Plus elles sont connues et plus elles suscitent une mobilisation de la part du public et plus leur poids est important. Save the Children Suède a suggéré qu'un plan de suivi pour les observations finales constituerait une base solide pour les futures activités de plaidoyer.

Ce travail présente certains bénéfices :

- La Yémen Coalition for Child Rights Care (Coalition du Yémen en faveur des droits de l'enfant), le Child Protection Network (réseau de protection des enfants) et le Violence against Children Network (réseau de lutte contre la violence à l'encontre des enfants) exécutent des programmes qui font suite aux observations finales du Comité de l'ONU. Ils suivent maintenant une approche basée sur les droits de l'enfant.
- Mobilisation d'autres partenaires de la société civile, y compris la Coalition du Yémen, pour utiliser les observations finales dans leurs efforts de plaidoyer et de sensibilisation du public
- Save the Children Suède et ses partenaires ont convaincu les médias de faire un rapport sur les observations finales, y compris sur les problèmes de violence contre les enfants
- Le Parlement des enfants a discuté les observations finales et a préparé un plan d'action de suivi dans sa session d'août 2005.

À cause de la participation des ONG au processus de reporting, le gouvernement du Yémen a pris davantage conscience des problèmes touchant aux droits de l'enfant et s'en préoccupe maintenant davantage, surtout en ce qui concerne la violence contre les enfants. En mars 2005, par exemple, le Higher Council for Motherhood and Childhood (le conseil supérieur pour la maternité et l'enfance) et l'Arab Resource Collective (le collectif sur les ressources arabes), ont soutenu Save the Children Suède en organisant un atelier de formation sur le plaidoyer pour les droits de l'enfant ; et en septembre 2005, le gouvernement du Yémen a développé un plan d'action soulignant que le Yémen devrait faire face à la violence contre les enfants dans les écoles et dans d'autres environnements.

La Coalition a alors préparé une brochure contenant les observations finales afin qu'elles soient diffusées aux niveaux local et national, pour le suivi et la mise en œuvre. Save the Children Suède a également traduit tous les documents importants en arabe pour garantir de futures mesures de suivi.

## Financement

Comme nous l'avons vu plus haut, la bonne gouvernance, le renforcement des capacités, l'engagement de la société civile et la participation des enfants sont parmi les principaux éléments du processus de reporting et ce sont sur ces aspects qu'il est nécessaire de se concentrer lorsque l'on recherche un financement.

Vous trouverez ci-dessous un récapitulatif des diverses sources de financement disponibles et des équipes qui pourraient vous aider à y accéder.

### Commission européenne (CE)

#### Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)

Depuis 2007, la Commission européenne a des nouvelles « *Perspectives financières* » (ou budgets) pour les 7 années à venir. Elle a restructuré ses lignes budgétaires qui contiendront un instrument pour « Les droits de l'homme et la démocratie ». Vous trouverez une communication de la CE sur le nouveau programme pour la démocratie et les droits de l'homme (« Programme thématique 2007-2013 ») sur le CD.

Dans ce cadre, voici deux exemples d'objectifs spécifiques particulièrement adaptés au reporting dans le cadre de la CDE :

- « *Renforcer le cadre international pour la protection des droits de l'homme, la primauté du droit et la promotion de la démocratie* »
- « *Renforcer le rôle de la société civile dans la promotion des droits de l'homme et la réforme de la démocratie, l'aide à la prévention des conflits et le développement de la participation et de la représentation politiques* »

Les directives pour 2007 et les années suivantes ne sont pas encore disponibles mais vous trouverez en exemple les notes d'orientation 2005-2006 pour le financement de l'IEDDH sur le CD. Dès qu'elles auront été émises, des informations à jour seront disponibles auprès de l'**Unité de financement de programme** du siège social.

### Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth britannique (FCO) Global Opportunities Fund (GOF)

Le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth britannique se concentre de plus en plus sur les mécanismes internationaux et a exprimé son souhait de financer le reporting de la CDE. Un nouveau programme des droits de l'homme du GOF a été créé ; il disposera d'environ 3,5 millions de £ par an. L'un des principaux postes de financement concerne les droits de l'enfant et les indicateurs qu'ils ont identifiés et qui ont une pertinence spécifique pour le reporting dans le cadre de la CNUDE sont entre autres :

- Développement de politiques en faveur des droits de l'enfant comprenant des mécanismes permettant une participation sérieuse des enfants
- Réforme des politiques et des lois qui défavorisent les enfants et les rendent plus vulnérables
- Reporting du gouvernement et des ONG au moment voulu, dans le cadre des instruments internationaux
- Révision de la législation afin de garantir la conformité avec les normes internationales y compris les mesures de mise en application
- Mise en place de mécanismes de suivi des droits de l'enfant ; par exemple, création d'ombudsmans pour les enfants et de mécanismes des droits de l'homme nationaux
- Meilleure compréhension des instruments internationaux se rapportant aux droits de l'enfant parmi les détenteurs d'enjeux clés y compris leur capacité et leur responsabilité de mettre en œuvre de tels instruments

Bien que le FCO se concentre en priorité sur certains pays (Myanmar, Inde, Colombie, Chine, Brésil), il considérera également d'autres propositions de financement d'autres pays qui ont un impact régional évident ou peuvent représenter un exemple sur le plan mondial. Garantir l'apprentissage institutionnel et permettre la reproduction sont donc deux éléments extrêmement importants.

Les propositions de financement du GOF suivent un format strict qui implique un processus à deux étapes. Au départ, une note de conception est soumise par l'intermédiaire du représentant national ou régional du FCO ; elle doit ensuite être approuvée à Londres. Il est extrêmement important que le représentant du FCO soit contacté dans un premier temps pour discuter la proposition. En effet, la demande de subvention ne sera pas étudiée à Londres sans son approbation. Si le document de conception est approuvé, la proposition passe alors à une soumission complète et détaillée.

Vous trouverez un formulaire de proposition type sur le CD avec des notes d'orientation. **L'Unité de financement du programme** peut également fournir un avis et des conseils techniques.

### **Fiducies charitables et fondations**

Il existe un certain nombre de fiducies charitables et de fondations qui financent les travaux sur les droits de l'homme, le développement des capacités, la gouvernance et la participation qui relèvent toutes du reporting de la CNUDE. Par exemple, la Fondation Ford à New York a financé par le passé Save the Children UK pour des projets comme l'éducation en matière de droits de l'homme et finance fréquemment les initiatives de plaidoyer en matière de droits de l'homme. Certaines fiducies et fondations financent spécifiquement le reporting dans le cadre de la CNUDE. Par exemple, le Big Lottery Fund au Royaume-Uni a récemment accordé une importante subvention sur trois ans à Children's Rights Alliance England (CRAE) en faveur de la participation de l'enfant au processus de reporting dans le cadre de la CDE.

Les financements accordés par les fiducies cherchent avant tout à développer les relations avec des fiducies et des fondations. Toutes les demandes faites auprès des fiducies sont étudiées par l'**Équipe de développement des trusts** basée à Farringdon, qui se fera un plaisir de discuter les propositions et les bailleurs de fonds potentiels.

### **Collaboration avec les partenaires de l'Alliance**

En dehors du Royaume-Uni, Save the Children peut accéder à d'autres bailleurs de fonds institutionnels nationaux grâce à ses partenaires de l'Alliance, comme la SIDA par l'intermédiaire de Save the Children Suède. Certains membres, comme l'Italie, n'ont pas de présence programmatique et se concentrent sur la collecte de fonds. Par conséquent, Save the Children UK pourra être « l'organisation de mise en œuvre » à des fins de financement bien que la subvention ait été obtenue par le partenaire de l'Alliance.

Veuillez contacter l'**Équipe de développement de l'Alliance** qui pourra discuter cette possibilité en détail et vous mettre en contact avec les membres et le personnel appropriés pour poursuivre les discussions.



### Autres bailleurs de fonds

Il y a d'autres équipes au siège social qui pourront vous fournir leur aide comme **Corporate Development (développement de l'entreprise)** et **Leadership Development (développement du leadership)** (principaux bailleurs de fonds). Cependant, leur financement est plus aléatoire en vue des types de projets que les individus et les sociétés ont tendance à financer. Elles s'intéressent également aux impacts quantitatifs comme le nombre d'enfants qui ont accès à l'éducation ou le nombre d'enfants immunisés etc. qui ne sont pas des conséquences directes du processus de reporting.

Pour discuter une des options mentionnées ci-dessus ou suggérer d'autres sources de financement que nous n'avons pas encore envisagées, veuillez contacter **Jennifer Grant, Porte-parole des droits de l'enfant**.

**La section ci-dessus sur les objectifs et les activités clés peut être modifiée pour former une note de conception pour les bailleurs de fonds institutionnels**

De nombreuses informations mentionnées dans cette section étaient tirées des propositions de financement pour le reporting de la CNUDE



- Pour obtenir les coordonnées des équipes de financement, voir l'annuaire qui se trouve sur l'Intranet <http://intranet/directories/people/search.asp>

## Contacts utiles

### **Stratégie de soutien des droits de l'enfant**

#### **Jennifer Grant, Porte-parole des droits de l'enfant**

1 St. John's Lane, London, EC1M 4AR, R.-U.

Tél : +44 207 012 6777

Email : [j.grant@savethechildren.org.uk](mailto:j.grant@savethechildren.org.uk)

### **Conseiller pour la participation des enfants,**

#### **Bharti Mepani**

1 St. John's Lane, London, EC1M 4AR, R.-U.

Tél : +44 207 012 6853

Email :

[b.mepani@savethechildren.org.uk](mailto:b.mepani@savethechildren.org.uk)

### **Bureau de l'Alliance Save the Children, Genève**

1 Rue de Varembe, CH-1202 Geneva, Suisse

Tél : +41 22 919 1200

Fax : +41 22 919 2001

### **Groupe des ONG pour la Convention sur les droits de l'enfant**

1 Rue de Varembe, CH-1202 Genève, Suisse

Tél : +41 22 740 4730

Fax : +41 22 740 1145

Email : [ngocrc-lup@bluewin.ch](mailto:ngocrc-lup@bluewin.ch)

[www.crin.org/NGOGroupCRC](http://www.crin.org/NGOGroupCRC)

### **Secrétariat, Comité des droits de l'enfant**

Office du Haut Commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme  
UNOG-OHCHR, 1211 Geneva 10, Suisse

Tél : +41 22 917 9000

Email : [infodesk@ohchr.org](mailto:infodesk@ohchr.org)

<http://www.ohchr.org/english/>

### **Réseau d'information des droits de l'enfant (CRIN)**

Aux bons soins de Save the Children UK, 1 St. John's Lane, London, EC1M 4AR, R.-U.

Tél : +44 207 012 6400

Email : [info@crin.org](mailto:info@crin.org)

[www.crin.org](http://www.crin.org)

## Ressources en ligne

### **Réseau d'information des droits de l'enfant (CRIN)**

Quantité considérable d'informations sur les droits de l'enfant et mises à jour régulières par e-mail

[www.crin.org](http://www.crin.org)

### **Base de données des rapports alternatifs des ONG**

<http://www.crin.org/docs/resources/treaties/crc.25/annex-vi-crin.asp>

### **Haut Commissaire pour les droits de l'homme**

Accès à tous les sites des organes de suivi des traités de l'ONU et à d'autres informations de l'ONU au sujet des droits de l'homme

<http://www.ohchr.org/english/>

### **Base de données des organes de suivi de traités de l'ONU**

Documents relatifs à tous les organes de suivis de traités de l'ONU, y compris la CDE

<http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf>

### **Carte thématique sur les droits de l'homme du Raoul Wallenberg Institute**

Statut de ratification et liens conduisant à la page de chaque pays sur le site web de l'OHCHR

<http://www.rwi.lu.se/tm/ThemeMaps.html>

### **Site web du Comité des droits de l'enfant**

Accès aux documents exigés lors d'une séance du Comité ainsi que les commentaires généraux, journées de discussion générale etc.

<http://www.ohchr.org/english/bodies/crc/>

**Bibliothèque sur les droits de l'homme de  
l'Université du Minnesota**

Documents et matériaux sur les droits de  
l'homme par thème et région

<http://www1.umn.edu/humanrts/>

**Journal international des droits de  
l'enfant**

Articles par abonnement et articles  
académiques gratuits sur les droits de  
l'enfant

<http://www.ingentaconnect.com/content/mnp/chil>



## Glossaire de termes

### **Accession/Accéder**

Lorsqu'un État ratifie une convention sans l'avoir précédemment signée – voir « signature » et « ratification » ci-dessous.

### **Adoption**

Un traité est adopté lorsqu'il est accepté par un vote à l'Assemblée générale. La CDE a été adoptée à l'unanimité le 20 novembre 1989 – à ne pas confondre avec « l'Entrée en vigueur » - voir ci-dessous.

### **Déclaration**

1. Une notification faite au moment de la ratification qui clarifie la façon dont l'État interprète un article donné.
2. Un instrument juridique non contraignant comme la Déclaration universelle des droits de l'homme ou la Déclaration des droits de l'enfant.

### **Droit international**

Règles destinées à réglementer le comportement des États les uns vis-à-vis des autres et vis-à-vis des peuples qui vivent sur leur territoire.

### **Entrée en vigueur**

Un traité/une convention entre en vigueur lorsqu'il ou elle a été ratifié(e) par le nombre de signataires requis dans le document lui-même. La CDE nécessitait 20 ratifications et est entrée en vigueur le 2 septembre 1990.

### **État membre**

Un État qui appartient à un organisme ou une organisation internationale particulière comme l'ONU, l'UE ou l'UA – diffère de « l'État partie » ou du « Signataire » - voir ci-dessous.

### **État partie**

Une fois qu'un État a ratifié un traité, il devient un État partie. Le pluriel est « États parties ».

### **Mécanismes légaux**

Structures mises en place pour mettre à exécution ou contrôler l'application de la loi. Les tribunaux sont un bon exemple de mécanisme légal tout comme le reporting périodique au Comité des droits de l'enfant

### **Organe de suivi des traités**

L'organisme établi pour réaliser le suivi d'un traité particulier. L'organe de suivi des traités pour la CNUDE est le Comité des droits de l'enfant

### **Porteur de droits**

Le sujet des droits contenus dans un traité

### **Porteur de responsabilités**

La personne ou l'organisme responsable de garantir un droit

### **Protocole facultatif**

Un document légal séparé qui vient s'ajouter à la convention/au traité et qui exige une ratification séparée

**Ratification, Ratifier**

Processus consistant à adopter un traité par la législature – diffère de « Signature » - voir ci-dessous

**Réserve**

Une condition précisée au moment de la ratification du traité qui limite les obligations de l'État dans le cadre d'un certain article

**Signataire**

Un État qui a signé un traité. La Somalie et les USA sont signataires de la CDE. Tous les autres États sont des États parties.

**Signature/Signer**

Signer un traité indique une intention de le ratifier. Le signataire d'un traité n'est pas lié par ses conditions mais ne doit pas agir de manière à aller à l'encontre de son « but et objet »

**Traité/Convention**

Termes interchangeables pour désigner un contrat légal entre les États. « Pacte » signifie la même chose, par exemple, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.



## Contenu du CD

### 1. Articles académiques

- Divers articles et rapports fournissant davantage d'informations sur la CNUDE, les principaux généraux, l'évolution des capacités et des questions associées

### 2. Participation de l'enfant

- Conseils et outils – boîtes à outils, listes de contrôle et conseils sur la participation et la protection
- Apprentissage – articles, rapports et évaluations sur la participation de l'enfant

### 3. Programmation basée sur les droits de l'enfant

- Guides et boîtes à outils sur la programmation basée sur les droits de l'enfant

### 4. Comité des droits de l'enfant

- Directives, commentaires généraux, journées de discussion générale, recommandations, méthodes de travail, règles de procédure, etc. du Comité en matière de reporting

### 5. Convention et protocoles facultatifs

- La CNUDE et les protocoles facultatifs. CNUDE en 50 langues et une version destinée aux enfants
- Dispositions simplifiées de la CNUDE classées en 8 modules de droits
- Réserves sur la CNUDE
- Liens vers d'autres instruments légaux internationaux

### 6. Application et impact de la CDE

- Manuel d'application de l'UNICEF
- Études d'application du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF
- Articles d'indicateurs sur les droits de l'enfant
- Évaluation de la coalition des ONG du Lesotho par Kevin Byrne
- "Laying the Foundations for Children's Rights" (Jeter les bases des droits de l'enfant) par Philip Alston

### 7. Documents types sur le reporting dans le cadre de la CDE

- Observations finales types, listes de problèmes, réponses écrites, observations finales et rapports alternatifs d'ONG de : Azerbaïdjan, Belize, Colombie, Kirghizstan, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda
- Compilation des observations finales 1996 – 2005
- Soumissions des enfants
- Rapports alternatifs de Save the Children

### 8. Financement

- Information sur les flux de financement du FCO et de la CE

### 9. Documents contenus dans le starter pack

- Pdf de cet article (il est possible d'utiliser les hyperliens dans ce document)

### 10. Boîtes à outils et guides

- "A Tool for Change? (« Un outil pour le changement ? ») Reporting au Comité des Nations-Unies sur les droits de l'enfant par Daniela Baro
- Save the Children Advocacy Toolkit (Boîte à outil de Save the Children pour le plaidoyer) par Louisa Gosling, Julia Sherwood, Costanza De Toma
- Boîtes à outils et guides externes et internes utilisés lors de la préparation de ce Starter Pack et d'autres qui pourraient être utiles.